



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 25 SEPTEMBRE 2024 - N° 1284 - 54^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Kaiserin Ursula II

Ursula, c'est plutôt Marie-Thérèse d'Autriche que Sissi impératrice. La jeune femme a bien appris la leçon de sa « mère » Angela qui a systématiquement « tué » tous ses rivaux (à commencer par son « père » Helmut Kohl). Zéro rival : *exit* le pauvre Charles Michel, président de l'Union ; *exit* le bouillant Thierry Breton, premier de la classe. La Commission européenne est morte : vive la *Commission von der Leyen II*. Titre officiel.

Le cas Michel posait le problème des équilibres institutionnels. Breton interroge la gouvernance verticale ou pyramidale de la Commission. Or le mode de désignation des commissaires, à raison d'un par État membre, ne prédispose pas à un travail d'équipe, en vue d'un intérêt supérieur européen, mais reproduit à l'identique les débats portés au Conseil. Les attributions respectives ne font rien à l'affaire : par exemple, le représentant maltais n'est pas nommé pour s'occuper de culture et de jeunesse, étendue à l'intergénérationnel, parce qu'il est le plus jeune de la bande, mais parce qu'il est le chef de cabinet du Premier ministre à La Valette. Et ainsi de suite... Le Français *idem*. Peu importe de quoi est composé son portefeuille, il n'est là que comme représentant spécial, clone, homme de paille, de Macron. Le plus transparent possible, il doit refléter dans le miroir le plus beau visage de son maître.

Macron a bien compris que c'est à Bruxelles qu'il peut regagner le contrôle qu'il a perdu à Paris. Retour à l'envoyeur : la seule manière pour l'Élysée de contourner Barnier, c'était de s'installer à Berlaymont. Depuis le 16 septembre, Macron n'habite plus rue du Faubourg-St-Honoré, Paris, mais rue de la Loi, Bruxelles.



© MARINE NATIONALE

Marine nationale : redresser la barre

La marine nationale est-elle, comme on l'a dit, la grande gagnante de la nouvelle loi de programmation militaire ? Pas si sûr !

Les experts du groupe Mars ne cessent d'alerter sur le risque d'un décrochage stratégique de la France et sur les illusions entretenues autour de la soi-disant « Europe de la défense ». Ils ont bien voulu répondre aux questions de *Royaliste* sur la composante maritime de notre politique de défense, enjeu crucial au moment où la montée des tensions est mondiale, où toutes les marines de guerre s'étoffent et où notre zone économique

exclusive, la deuxième du monde, nous impose une lourde responsabilité, militaire, économique et écologique. Les contraintes liées à la ressource humaine, les attermoissements dans la conduite de certains programmes et les coupes décidées demain par Bercy peuvent lourdement hypothéquer l'exécution d'une loi de programmation militaire qui n'est déjà pas sans lacunes. Voir en pages centrales 10, 11 et 12.

Panaméricanisme en panne

Les élections contestées au Venezuela rapprochent entre eux les Sud-Américains jusqu'alors plutôt passifs en dépit de forces de renouvellement.

Les rêves d'une Union panaméricaine indépendante des États-Unis hantaient la tournée sans lendemain du général de Gaulle en 1964. Ils étaient encore bien vivants au sein de l'Internationale socialiste où ils firent également long feu. Qui aujourd'hui pour les relancer ?

Le doyen, le Brésilien Lula ? La toute première présidente mexicaine ? Les parcours erratiques de la vie politique dans chacun des pays empêchent un cheminement suivi que, seule en Europe, l'Espagne accompagne. L'article d'Yves La Marck en page 7.

Dans ce numéro :

Page 2 : Le Savoyard Barnier.

Page 3 : Les ressorts du vote Rassemblement national.

Page 5 : Les errements politiques de la gauche.

Page 16 : Cinéma : L'Europe presque hier.

Page 18 : Résistance royaliste : Henri Morel.

Page 20 : Éditorial : Dans la nasse.



SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : CONGRÈS DU PPE 2022.

Michel Barnier. Décentralisateur ou technocrate ? Écolo ou libéral ? Gaulliste ou européen ? Le tout « en même temps » ?

Michel Barnier

D'en haut ou d'en bas ? Savoyard !

par Gaël Brustier.

Sans préjuger du destin ou de la durée du gouvernement Barnier, il faut souligner le fait que l'homme est issu d'un enracinement culturel et politique devenu rare.

Il s'est passé quelque chose d'inédit avec la nomination de Michel Barnier à Matignon, quelque chose qui d'ailleurs ne s'était pas déroulé lors de ses innombrables précédentes nominations (au gouvernement, à la Commission européenne) : des communiqués enthousiastes et spontanés ont émané de petites communes de son département d'origine. Mieux, plus invraisemblable encore, la Compagnie des guides et accompagnateurs de haute montagne de la Vanoise s'est fendue d'un communiqué dithyrambique concernant l'ancien initiateur des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville en 1992.

Cela fait très très longtemps que nous n'avions eu un chef du gouvernement issu d'un terroir : Mauroy sans doute, Chirac c'était un peu trop surjoué pour être honnête, le terroir de Raffarin c'était le BDE de l'ESCP, et celui d'Ayrault son Combi Volkswagen... On en connut bien un qui était si enraciné dans son terroir auvergnat que les bougnats d'Aubervilliers firent sa carrière, mais c'est une bien vilaine histoire.

La Savoie au-dessus du monde. – Michel Barnier est moins le produit d'une famille idéologique que d'une culture que l'on voit resurgir sur le devant de la scène. Barnier est l'enfant politique de l'éveil des basses

comme des hautes vallées savoyardes : l'essor du tourisme, la transformation de longues lignées de paysans de Tarentaise en « rois du pétrole blanc », de fils d'ouvrier d'Ugine en *skimen* à Courchevel ou Méribel, de bergers rugueux en syndicalistes CGT des Trois Vallées. Entre tradition et modernité, sens aigu du travail et indisposition à l'étalage de l'argent gagné. Les JO de 1992 ont achevé de sortir ces vallées de l'isolement (le jour des vacances, avant les JO, les automobilistes passaient de longues heures devant la pharmacie de Moutiers...) L'internationalisation de la Savoie est incontestable : on parle anglais sur le quai de Bourg-Saint-Maurice pendant les mois d'hiver, les jeunes Savoyardes de l'équipe de France partent skier à Ushuaïa, les refuges sont devenus des *hubs* culturels de cette élite de masse que sont les alpinistes. Même la jeunesse des nouveaux *Conquêteurs de l'inutile*, les Benjamin Védérines ou les Tom Lafaille, appartient au monde de la globalisation de l'alpinisme et du maintien d'un inconscient identitaire sauveur.

Que mille Savoie s'épanouissent. – En Savoie, on aime les noms de Matthews ou Whymper, comme on apprécie les homologues des hautes vallées tibétaines, népalaises ou bhoutanaises, où à la tradi-

tion s'ajoute désormais une aspiration à l'entrée dans le jeu mondial (les exploits des Népalais, la présence du Bhoutan aux JO en témoignent). En Savoie, on hérite la première mondialisation avec ses Anglais pionniers de l'alpinisme pour lesquels on fit construire des palaces et dont les familles de guides conservent des photos sépia. En Savoie, on aborde la mondialisation avec ce qu'il faut d'identitarisme qui, à dose homéopathique, soulage devant l'inconnu.

En Savoie comme dans d'autres régions alpines, comme le Valais ou la Suisse allemande chère à Christophe Blocher, le processus de montée en gamme dans la modernisation, d'insertion dans la mondialisation, de défiance envers un État central jugé défaillant, de valorisation de modèles sociaux traditionnels, d'une façon de régler les conflits qui ne néglige pas les divergences d'intérêts matériels mais abhorre la lutte des classes, l'ascenseur social est chéri et la solidarité plus interpersonnelle que désincarnée par les organismes de l'État. On retrouve en Europe, avec les Ligues précédant la Ligue du Nord, l'Union valdôtaine, le parti dominant la région de Bolzano, l'UDC suisse et évidemment le FPÖ autrichien, d'autres exemples, et... la CSU bavaroise. Oui, il y a bien un côté CSU à la française dans l'idéologie qui porte localement Michel Barnier.

En Savoie, il y eut bien une Ligue savoyenne, surtout fruit d'une volonté de ne plus payer pour les autres et plus ou moins calquée sur la Ligue lombarde des premiers temps. Il y eut aussi un mouvement Région Savoie dans les années 1990, qui obtint quelques points. Jamais cependant, le Front national ou le Mouvement national républicain (MNR) ne s'implantèrent en Savoie.

Quelques points dans les vallées industrielles mais, dans l'ensemble, la « droite nationale » n'a jamais percé. Le national-étatisme, « populiste » au sens où il est conflictuellement tapageur, son bruit et sa fureur à lui, tout cela n'a jamais plu aux villages de Savoie. Le FN ne s'est jamais implanté en Tarentaise ou Maurienne. Il faut relire les travaux de Jean-Yves Camus sur le « *populisme alpin* » (1). Tout y est, avec cette nuance qu'en Savoie tout est dit plutôt à bas bruit, de façon correcte. On en trouve des traces chez les autres partis qui sont également issus de cette matrice.

L'investissement européen de Michel Barnier s'explique par cet ancrage territorial. Barnier fait partie des hommes politiques que l'on croissait (ou croise) facilement chez lui. Tout comme Hervé Gaymard, qui ayant été victime d'une cabale ancienne, a perdu l'image de l'enfant de cette Savoie besogneuse. Son tournant sur l'immigration n'en est pas un, car dans les faits, l'ancien militant UDR et RPR a certainement toujours un rapport plutôt ferme quant à l'ouverture aux flux migratoires. La chance d'un Barnier, en Savoie, c'est d'être porté par les intellectuels organiques de la conversion de ces vallées à la modernité globalisée et par les intellectuels traditionnels, couches sédimentées de ceux qui portent en eux la mémoire des villages et vallées au fil des décennies et des siècles. La chance de Barnier, c'est la culture qui le porte. Mais celle-ci fondra comme neige au soleil, ou glacier des Bossons face au réchauffement si sa gestion des événements politiques est mauvaise.

Le risque, compte tenu des périls économiques immédiats, c'est de devenir un peu de Mario Monti et un peu d'Enrico Letta à la fois. Le premier a disparu politiquement, entraînant l'effacement de personnalités de la Destra comme Gianfranco Fini; le second, malgré son talent, a été supplanté par Giorgia Meloni. Pour sympathique que soit « *l'idéologie savoyarde* », Barnier subira, hélas, le destin de Monti et de Letta. Souhaitons surtout qu'il n'y ait pas trop de Gianfranco Fini embarqués dans l'affaire. ■

(1). Jean-Yves Camus, « Naissance d'un populisme alpin », *Politique internationale*, n° 88, été 2000, pp. 153-166.

Sur le mur de Jean Chouan

MES COPAINS ALPINISTES ME DISENT QUE LE PLUS DUR, EN MONTAGNE, CE N'EST PAS L'ASCENSION...



...C'EST LA DESCENTE, AVEC LES AVALANCHES, LES CREVASSES DES GLACIERS, LES ÉBOULIS DES MORAINES, LES CHUTES MORTELLES DANS LES PRÉCIPICES...



...ET LE RISQUE DE FINIR DANS UN RAVIN. EH BEN QUAND ON VOIT LA DESCENTE DANS LAQUELLE SES PRÉDÉCESSEURS ONT POUSSÉ LE PAYS...



...ON SE DIT QUE CE N'EST PEUT-ÊTRE PAS IDIOT DE NOMMER UN SAVOYARD PREMIER MINISTRE !



Sociologie politique

Les ressorts du vote Rassemblement national

S'il n'est arrivé qu'en troisième place aux élections législatives de 2024, le Rassemblement national est pourtant en progression continue dans les urnes depuis 2011.

Serait-ce parce que, contrairement aux autres formations politiques, ses dirigeants ont su lire, écouter, voire recruter les chercheurs et analystes qui, depuis plus de dix ans, observent, décortiquent et décryptent avec rigueur et dans une approche pluridisciplinaire les résultats des scrutins, pour en tirer les conclusions pertinentes leur permettant d'élaborer un discours suffisamment « *accrocheur* » de conquête du pouvoir ? Il ne fait aucun doute que la réponse est oui, à la lecture des dernières études parues. La plus riche et détaillée d'entre elles (1) confirme et complète les multiples analyses et entretiens publiés dans ces colonnes avec l'un de ses auteurs, Jérôme Fourquet, associé pour ce travail à Sylvain Manternach.

Il y est souligné que le ressort le plus connu et le plus ancien, « *immigration, insécurité, pauvreté* », est toujours très actif – sauf sur une diagonale dite « *bucolique* » allant du sud du Massif central à la pointe de la Bretagne ainsi que sur une grande partie du massif alpin, de l'Île-de-France et les principales métropoles – et que, la plupart du temps, ces trois critères se conjuguent sur les communes de moins de 10 000 habitants, où le RN recueille 70 % des 10,6 millions de suffrages obtenus au premier tour des dernières législatives.

Ce premier ressort se combine avec un deuxième que les auteurs appellent « *capital résidentiel* » et qui correspond à la valeur et à la désirabilité du lieu dans lequel réside l'électeur. Prenons l'exemple de Bordeaux et de la Gironde où il apparaît clairement que, plus le capital



Vote RN : de plus en plus un vote d'adhésion.

résidentiel diminue en s'éloignant de la métropole et de sa facilité de vie, plus le vote RN s'accroît (Médoc, Entre-deux-Mers, Blayais) : 14 % dans les quartiers du centre de Bordeaux contre plus de 53 % dans la onzième circonscription (Blaye et Saint-André-de-Cubzac) où la candidate RN a été réélue dès le premier tour.

Et ce facteur résidentiel se répète dans la plupart des grandes métropoles françaises : l'intensité du vote RN est la plus faible (24,6 %) dans les zones situées à moins de 10 kilomètres du centre d'une agglomération de 100 000 habitants. Il atteint en moyenne 33,8 % dans un rayon de 10 à 20 kilomètres, 37,7 % entre 20 et 30 kilomètres, puis franchit même le seuil des 40 % entre 30 et 50 kilomètres.

Enfin, et c'est loin d'être anodin ou négligeable, l'étude révèle un subtil mécanisme psychosocial nommé « *homologie de situation* » : nombre d'électeurs frontistes constatent que ce que les élus du RN subissent dans le système politico-médiatique ressemble à ce qu'eux subissent également dans leur vie quotidienne. Ce statut de parias, l'hostilité hystérique, le mépris de classe ou intellectuel dont sont l'objet les représentants du RN de la part du « *camp du Bien* » renvoient à ce qu'eux aussi vivent à leur niveau. Le fait que certains députés n'aient pas serré la main aux députés RN à l'Assemblée nationale et que ces derniers n'aient pas bénéficié d'accès à des postes au sein de la direction de l'Assemblée nationale ne faisant que renforcer ce mécanisme.

Une deuxième étude (2) est également très éclairante car elle révèle un phénomène de fond concernant le vote des fonctionnaires : les votes de la fonction publique de l'État (FPE), des fonctions publiques territoriale (FPT) et hospitalière (FPH), connaissent un très net glissement vers le RN et la droite alors qu'ils se portaient majoritairement à gauche depuis des décennies.

Quand ceux qui prétendent « *faire barrage* » (avec le brillant résultat que l'on sait...) se décideront-ils enfin à entamer une véritable réflexion politique se nourrissant des enseignements de ces nombreux et précieux travaux ? ■

LOÏC DE BENTZMAN.

(1). <https://www.lefigaro.fr/politique/geographie-sociologie-sentiment-de-relegation-ce-que-revele-le-vote-rassemblement-national-20240913>

(2) CEVIPOF – Luc Rouban, « Le vote des fonctionnaires aux élections de 2024 ou la fin de la gauche d'État ».

Crise sociale

La France pauvre

Malgré le recul de l'inflation et les aides sociales, la pauvreté ne cesse de gagner du terrain dans notre pays.

Les rapports des organisations caritatives font écho aux statistiques officielles et leur donnent une illustration concrète : la pauvreté est un phénomène massif, qui ne cesse de s'étendre. Il est vrai que l'inflation ralentit mais il faut se garder d'une illusion : la baisse du taux d'inflation signifie que la hausse des prix est moins rapide mais elle continue à se faire sentir. C'est une baisse des prix qui permettrait des gains de pouvoir d'achat, or, sauf dans quelques secteurs précis, nul ne la voit poindre à l'horizon.

Malgré les aides sociales, le volume de la consommation a chuté de 10 % en trois ans et, aujourd'hui, un Français sur quatre ne mangerait pas à sa faim. Malgré les chèques énergie, de nombreuses familles ont renoncé à se chauffer, réduisant au minimum les éclairages et l'utilisation des appareils électriques. Le nombre de repas quotidiens a été réduit dans de nombreux foyers, beaucoup de parents se privent pour leurs enfants et on observe que la demande se porte principalement sur des produits alimentaires de médiocre qualité. On pense bien sûr aux familles frappées par le chômage, mais les « travailleurs pauvres », apparus à la fin du siècle dernier dans les pays développés, sont de plus en plus nombreux. Les deux tiers des Français ont connu ou connaissent des situations de pauvreté,

ce qui indique l'intensité des angoisses collectives.

Comme le précédent, le nouveau gouvernement va très vite faire le tour d'un immense problème en forme d'impasse : les aides sociales sont indispensables pour éviter de trop fortes explosions sociales, mais elles sont insuffisantes ; or le Parlement ne votera pas de hausses d'impôts car une nouvelle dissolution est

possible l'été prochain. La Commission européenne exige la réduction de la dette publique et du déficit budgétaire, qui risquent de freiner encore la croissance et d'augmenter le chômage.

Une crise sociale de haute intensité peut venir s'ajouter à une crise politique qui ne trouvera pas de solution avant 2027 – au plus tôt ! ■

CLAUDINE UZERCHE.

La politique au crible

■ **L'heure de vérité.** – Le 20 septembre, malgré les assurances données la veille par Barnier, les députés du Modem refusaient toujours de soutenir le gouvernement. Raisons invoquées : la présence de Retailleau et de Garnier, jugés trop « *droitiers* ». Mais, après quelques coups de téléphone de l'Élysée et un beau sermon de Bayrou, tout finissait par rentrer dans l'ordre. Ouf !

La composition du nouveau gouvernement (faisant la part belle aux macronistes) a été dévoilée le samedi soir 21 septembre. Le nouveau ministre de l'Économie, Antoine Armand, 33 ans, arrière-petit-fils de l'ingénieur Louis Armand (*Plan Rueff-Armand* de 1960, également un grand résistant), saura-t-il lui faire passer l'épreuve du Budget ? Rien n'est moins sûr.

On est déjà certain que la gauche ne votera rien et censurera le tout. Et, pour ce qui est des groupes qui sont censés soutenir le futur gouvernement, rien n'est fait. « *Plus de justice fiscale, certes, mais sans augmenter les impôts* », disent les LR. « *Réduire les dépenses, certes, mais sans toucher aux aides aux entreprises* », laissent entendre les macronistes.

Quant au RN, il souffle le chaud et le froid et décidera, le moment venu, de censurer ou pas, selon son intérêt du moment. On comprend, dans ces conditions, que les candidats ne se précipitent pas pour entrer dans un gouvernement dont la durée de vie pourrait être brève. On suit évidemment tout cela de très près du côté de l'Élysée, car si Barnier tombe, que restera-t-il, sinon la démission ?

■ **Pauvre Philippe !** – On savait qu'Édouard Philippe ne portait plus dans son cœur Emmanuel Macron et qu'il avait des fourmis dans les jambes depuis le désastre de la dissolution ratée. Mais de là à annoncer sa candidature pour 2027, en pleine crise politique, alors que les Français ont bien d'autres soucis en tête, et en laissant entendre, de façon à peine voilée, qu'il se préparait y compris à une démission du chef de l'État ! Sans doute conscient que sa déclaration était tombée un peu à plat, Philippe a cru bon de rajouter, dans un entretien, le 11 septembre, sur BFM, qu'il concoctait un programme « *qui ne sera ni du Thatcher ni du Macron* ». C'est peu dire qu'entre les deux, il y a de la marge...

■ **Mélenchon et ses « sans-dents ».** – Terrible, la charge contre le leader de LFI dans le dernier livre de François Ruffin, *Ma France en entier !* En particulier, lorsque le député de la Somme rapporte les propos méprisants (le mot est faible) de Mélenchon sur les habitants d'Hénin-Beaumont, où il vient de se faire copieusement battre aux législatives de 2012 : « *On ne comprenait rien à ce qu'ils disaient... Ils transpiraient l'alcool dès le matin... Ils sentaient mauvais... Presque tous obèses...* » En réponse, l'état-major de LFI s'est empressé de mobiliser ses troupes pour aller siffler Ruffin à la Fête de l'Humanité.

■ **Désinformation.** – Le secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale a publié, le 13 septembre, le rapport de son département Viginum synthétisant les « *attaques informationnelles* » identifiées lors des Jeux olympiques. Conclusion : la plupart des ingérences sur Internet, dans les médias et sur les murs, trouvent leurs origines en Russie. Sans surprise.

■ **Antilles.** – Après Mayotte et la Nouvelle-Calédonie, la violence gagne la Martinique. En cause : les prix de l'alimentation qui sont 40 % plus chers qu'en métropole, alors que les revenus de nos compatriotes antillais ne suivent pas. Les causes sont bien connues : prix scandaleux des transports et cartel des grands distributeurs. Une grève générale avait déjà paralysé les Antilles et la Guyane en 2008-2009 pour protester contre la vie chère ; on avait alors beaucoup promis et naturellement rien fait. Et ces événements éclatent, alors qu'à Paris, la crise politique bat son plein !

HUBERT DE MARANS.





SOURCE: FLICKR, PHOTO: PARTI SOCIALISTE.

Le NFP au soir du 2^e tour des législatives : paroles dures, idées molles.

Reniement

Les errements politiques de la gauche

En quarante ans, nous sommes passés d'une gauche à forte imprégnation marxiste à une gauche sociale-libérale rawlsienne. C'est un reniement intellectuel majeur dont il s'agit d'analyser les ressorts. Au lieu de vouloir taxer les riches, la gauche devrait revenir aux nationalisations pour reconquérir la souveraineté sur la production.

La lecture de Jean-Claude Michéa (1) nous a permis d'entrevoir le constat suivant : libéralisme culturel et libéralisme économique sont les deux faces de la même pièce. Or, si la gauche est indéniablement libérale sur le plan politique, elle l'est tout autant sur le volet économique. Cette affirmation peut paraître surprenante concernant le Nouveau Front populaire (NFP), l'alliance de la gauche, surtout si l'on se réfère aux commentaires de Bruno Le Maire, qui, sur BFM TV, le 24 juin 2024, est même allé jusqu'à déclarer que « *les deux projets des extrêmes sont deux projets gauchistes d'inspiration marxiste* ». Le programme du NFP prévoit d'augmenter considérablement des dépenses publiques, et notamment les prélèvements obligatoires, de 150 milliards d'euros par an, ce qui suffit déjà à susciter l'effroi du patronat et des détenteurs de capitaux.

Et pourtant, à aucun moment, dans le projet du NFP, ne sont envisagées des nationalisations, le mot étant absent du contrat de législature. Probablement encore traumatisée par l'échec de la mise en œuvre des nationalisations de 1982, lors du premier septennat de François Mitterrand, qui ont amené au tournant de la rigueur, l'union de la gauche a définitivement abandonné l'objectif de la socialisation des moyens de production en faveur de la redistribution des richesses. Un changement de philosophie majeure s'est opéré ces quarante dernières années puisque nous sommes passés d'une

gauche marxiste souhaitant mettre fin au capitalisme comme mode de production à une gauche sociale-libérale rawlsienne visant à corriger les effets du capitalisme par des mesures sociales et fiscales.

Comment expliquer ce renoncement à un idéal socialiste ? Les sociaux-démocrates et les écologistes ont abandonné toute perspective de transformation sociale, le phénomène s'étant amplifié depuis le traité de Maastricht par une dévotion quasi religieuse de la gauche envers l'Union européenne et ses institutions – et se sont coupés de leurs bases prolétariennes, pour séduire une petite bourgeoisie métropolitaine dont les aspirations sont désormais de partager les richesses et de réduire les inégalités.

Or, taxer le capital revient à légitimer la version selon laquelle, d'une part, la création de richesses est du seul fait des capitalistes et, d'autre part, l'unique solution est de ponctionner leurs revenus ou leur patrimoine pour en redistribuer des miettes aux « plus pauvres ». Bien entendu, l'annulation des réformes fiscales opérée sous Emmanuel Macron (*flat tax* sur les dividendes, remplacement de l'ISF par l'IFI, baisse des impôts de production) ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale sont des priorités pour rétablir une certaine équité entre contribuables. L'apport de la fiscalité n'est pas négligeable, mais la priorité, avant de taxer les riches et les multinationales, devrait être de reprendre le contrôle sur la production.

Pour le comprendre, il est nécessaire de faire un détour par la Chine. Thomas Piketty (2) a démontré que la grande force du « *socialisme de marché* » chinois était de maintenir une propriété publique importante, de l'ordre d'un tiers de l'ensemble du patrimoine. Cela donne – quelles que soient les réserves qu'appelle par ailleurs le régime de Pékin dans sa façon de traiter ses citoyens et ses minorités – incontestablement à la puissance publique chinoise des marges de manœuvre importantes en termes d'investissements, de créations d'emplois et de développement économique. *A contrario* des pays occidentaux, en Chine, comme le dit Tony Andréani, « *c'est l'État qui domine le capitalisme et non le capitalisme qui domine l'État...* » (3). Et c'est ce modèle qui concurrence aujourd'hui, souvent avec succès, nos entreprises.

En France, depuis 1987, des fleurons nationaux : BNP Paribas, Société Générale, France Télécom (Orange), GDF (Engie), Total, Renault, Air France, SNECMA (Safran)... ont été privatisés et sont devenus des multinationales du CAC 40 générant des résultats nets importants, le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui interdit aux États membres de laisser des entreprises en situation de monopole (voir l'article 37), ayant été un accélérateur de la décomposition du patrimoine public.

Aujourd'hui, le dérèglement climatique, la puissance illimitée des multinationales, la folie des marchés financiers doivent pousser les États à faire de l'interventionnisme. Si un gouvernement de « gauche » (et souverainiste) prend le pouvoir, il doit s'emparer de la question de la propriété publique et revenir à l'essence du programme du Conseil national de la Résistance : la planification économique et les nationalisations d'entreprises exerçant leur activité dans les monopoles naturels et les secteurs stratégiques pour optimiser l'allocation des ressources selon les besoins de la population et permettre à la France de regagner sa souveraineté industrielle et énergétique.

Toutefois, une telle politique demanderait à la gauche de rompre immédiatement avec les institutions européennes, de faire son propre *aggiornamento* politique afin de renouer à la fois avec la souveraineté nationale et la socialisation des moyens de production, conditions nécessaires pour envisager une société débarrassée des affres du capitalisme financier. ■

NICOLAS MAXIME.

(1). Jean-Claude Michéa, *L'Empire du moindre mal*, Flammarion, 2007.

(2). Thomas Piketty, *Une brève histoire de l'égalité*, Seuil, 2021.

(3). Tony Andréani, *Le « modèle chinois » et nous*, L'Harmattan, 2018.

Langue française

Les Jeux sont faits !

Hormis les discours de Tony Estanguet, largement en français, lors des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques et paralympiques, les chansons françaises emblématiques et les annonces officielles aux moments des compétitions, le français s'est fait rare sur nos écrans de télévision et sur les sites en ligne pendant les épreuves.

Lors de la cérémonie d'ouverture du 26 juillet 2024 diffusée sur France Télévisions, le français fut peu visible. Lors du défilé nautique, les noms en français des pays participants étaient invisibles ; seul l'anglais apparaissait sur les écrans (ce qui ne fut pas le cas pour les Jeux paralympiques). Lors des épreuves, les informations sur les écrans furent uniquement en anglais, l'anglovision fut généralisée.

Qu'est-il advenu du travail accompli conjointement par les ministères de la Culture, des Sports et de la Francophonie qui se vantaient de leurs actions pour « dire et vivre les Jeux en français » ? Il en est de même de la convention sur l'usage et la promotion de la langue française et de la Francophonie signée en juin 2023 entre l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et le COJO Paris 2024 ; rien n'est apparu de significatif dans la sphère informationnelle. Cette promesse des Jeux en français aura donc été, pour les 2 milliards de téléspectateurs dont 58 millions de Français en audience cumulée, inopérante dans un monde où l'image prime !

Manque de suivi du gouvernement démissionnaire (le bien nommé), absence de Grand Témoin de la Francophonie, indifférence et incompréhension des nouveaux modes de communication : la visibilité du français fut médiocre. La mise en œuvre d'une politique olympique mettant en avant le français était contradictoire avec l'attitude du président Macron (messages décontractés en anglais) et de ses épigones qui souhaitent être les bons élèves d'un monde sans diversité linguistique, sans Identité, sans Culture et sans Histoire. La langue est pourtant une affaire politique, comme l'a été la cérémonie d'ouverture qui fut un divertissement télévisuel dans le décor fastueux de Paris en tableaux impressionnants, parfois obscènes, voire contraires à la Charte olympique.

La cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques fut, elle, sans vulgarités avec plus de français à l'écran. Les protestations des associations de défense et de promotion du français auraient-elles porté leurs fruits ?

Alors, tout a-t-il été raté pour la langue française ? Peut-être pas, même si la

flamme d'espoir est involontaire. L'engouement de la population française, les forêts de drapeaux français, nos médailles, la beauté du patrimoine national où les épreuves se déroulèrent ont rendu, à nouveau, visible le fait français et ont séduit le monde entier qui assimile, peu ou prou, Paris et la France à la langue française. Parallèlement au savoir-faire des acteurs des filières nationales de l'économie du sport et des spectacles, des organismes souvent privés de promotion du français hors de France ont remarqué cet attrait de cœur pour la France et œuvrent déjà pour que cet élan spontané perdure et contribue à porter notre langue.

Le prochain Sommet de la Francophonie, qui se déroulera à Villers-Cotterêts tout début octobre 2024, sera-t-il l'oc-

casion pour le nouveau gouvernement d'abandonner la politique nuisible des grands discours pompeux et du « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes » du professeur Pangloss ?

Avoir conscience des enjeux, s'organiser et agir pour la consolidation du français comme langue d'usage de masse, singulièrement en Afrique, voilà un vrai objectif. Dans cette optique le salon FrancoTech, qui promeut l'innovation économique en français, se tient à Paris, aussi début octobre, à Station F (premier incubateur français d'entreprises). La francophonie économique, hors de tout esprit de domination, est aussi l'avenir du français.

Les jeux ne sont pas encore faits ! ■

MARC FAVRE D'ÉCHALLENS.

La quinzaine sociale

■ **Syndicats.** – La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, et le patron du Medef, Patrick Martin, ont débattu, dans une ambiance cordiale, le 14 septembre à la Fête de l'Humanité. Depuis la rentrée, les organisations syndicales et patronales ont repris leurs contacts réguliers, après des mois de tension.

Selon *Le Monde*, la principale préoccupation des acteurs sociaux serait désormais d'apparaître comme responsables, à un moment où la classe politique est en plein chaos.

■ **Emploi.** – L'usine historique des chocolats *Poulain* (Groupe Carambar, propriété du fonds de pension français Eurazo) à Blois a fait l'objet d'une proposition d'achat le 11 septembre par le confiturier lotois Andros (marque *Bonne Maman*), qui maintiendra la marque *Poulain* et les 109 emplois qui restaient dans cette usine.

En revanche, la marque de vêtements *Esprit*, en redressement judiciaire à la suite des difficultés de ses sociétés mères américaine et allemande, a été mise en liquidation judiciaire le 9 septembre. À son dernier exercice, elle employait encore 145 personnes en France dans une centaine de magasins.

■ **Réussite française.** – La parade et le concert de conclusion des Jeux olympiques, avec une démonstration aérienne de la patrouille de France, ont mobilisé, le 14 septembre sur les Champs-Élysées, 10 000 personnes dont 300 athlètes, devant 70 000 spectateurs.

Les athlètes médaillés ont reçu des décorations : ordre national du Mérite ou Légion d'honneur. Le judoka Teddy Riner a été promu commandeur de l'ordre national du Mérite. Le président de la République a annoncé l'institution d'une fête du sport annuelle chaque 14 septembre.

YVONNE CHASSARD.

■ **Élevage.** – Du 13 au 15 septembre, le concours national de la race bovine limousine a accueilli 30 000 personnes en Creuse dans la petite ville de La Souterraine. Du 17 au 19 septembre s'est déroulé à Rennes le Space, salon international annuel de l'élevage, créé en 1987 par Jean-Michel Lemétayer, agriculteur breton qui présida aux destinées la FNSEA de 2001 à 2010. Du 1^{er} au 4 octobre, cap sur Clermont-Ferrand : la capitale auvergnate abritera une nouvelle fois le Sommet de l'Élevage, qui se veut le « premier salon mondial de l'élevage durable », en présence du nouveau ministre de l'Agriculture, Annie Genevard.

Autant de rendez-vous qui mobilisent, comme le Salon de l'agriculture, bien au-delà du monde agricole, preuve s'il en fallait que l'élevage demeure une passion française enracinée dans les mentalités et nos territoires ruraux.

Cela ne doit pas occulter le fait que l'élevage français demeure menacé par la faiblesse des marges, la concurrence internationale (accords de libre-échange) et les maladies comme la fièvre catarrhale ovine.

JÉRÔME BESNARD.





SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: ENEASMX.

La nouvelle présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, lors de sa victoire, le 3 juin 2024.

Amérique du Sud

Dix Amériques et les autres

par Yves La Marck.

Tantôt vers la gauche, tantôt vers la droite, la vie politique de l'Amérique du Sud balance. La tendance actuelle est à la droitisation. Elle n'en est que plus éclatée, à la merci non de certains États mais de quelques « hommes forts ».

Dix États américains ont signé, le 23 août, avec les États-Unis, une déclaration hostile à la reconnaissance du résultat des élections du 28 juillet au Venezuela. Deux sont, quoi qu'il se passe, solidaires du gouvernement de Caracas : Cuba et le Nicaragua. Mexique, Colombie et Brésil sursoient mais n'en pensent pas moins. Ces trois pays sont les plus peuplés de la zone (400 millions d'habitants sur 650 au total). Ils sont tous orientés au centre gauche, conjonction plutôt rare dans l'histoire récente. Les trois régimes autoritaires précités apparaissent ainsi comme des survivances d'un passé révolu ; leur chute n'est qu'une question de temps. L'Amérique du Sud et centrale connaîtrait ainsi une forme de fin de l'histoire avec l'avènement définitif et irréversible de la démocratie et du libéralisme.

Geste gaullien. – C'était le rêve du projet nord-américain depuis la doctrine Monroe (1823) jusqu'à l'*Alliance pour le progrès* de Kennedy en passant par le corollaire Roosevelt (1904) qui maniait la menace du *Big Stick* (le gros bâton) dont l'un des derniers avatars fut la terrible opération *Condor* avalisée par Kissinger au profit des dictatures militaires de Pinochet, Videla et

consorts. Tout dépend donc du moment.

De Gaulle en 1964 avait cru percevoir un « moment psychologique ». Du 16 au 25 mars au Mexique puis un mois plein (inimaginable aujourd'hui), du 20 septembre au 16 octobre dans les dix pays de l'hémisphère sud, il avait voulu tirer parti d'une première aventure démocratique et de développement, un an après la crise de Cuba et quelques mois seulement après la disparition du premier héros du nord yanqui, John Kennedy, avant que son frère Bob ne reprenne l'idée avec encore plus de vigueur. Il y avait bien une fenêtre d'opportunité pour la France qui venait de s'extirper de la décolonisation. De Gaulle ne se cachait pas de vouloir rebondir pour gagner ce que l'on n'appelait pas encore le « *Sud global* » : politique arabe, reconnaissance de la Chine populaire, et donc, pourquoi pas ? une politique qu'il avait qualifiée de « *latine* » avant de faire marche arrière devant la susceptibilité postcoloniale, indienne et créole.

Certes, à l'époque, l'Espagne de Franco ne pouvait pas être le partenaire qu'elle deviendra avec le retour de la monarchie qui l'assume aujourd'hui parfaitement. De Gaulle entendait y suppléer en supposant pouvoir y entraîner l'Europe des Six, l'Al-

lemagne étant déjà le premier partenaire commercial.

Quête d'amis et d'alliés. – Le retour des dictatures mit fin à cette ouverture. Il est vrai que le Général n'avait trouvé nulle part de dirigeant d'envergure capable d'incarner une vision commune. Le président Frei au Chili, parce que démocrate-chrétien et disciple du philosophe Jacques Maritain, avait sympathisé jusqu'au départ du Général et au sien propre. Le président Mitterrand et ses amis de l'Internationale socialiste, orphelins du successeur de Frei au Chili, Salvador Allende, ont tenté de se rapprocher eux aussi du Mexique, toujours dans un entre-deux, et avec le groupe dit *de Contadora* (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) négocier la paix en Amérique centrale.

Plus tard, le même monde s'entichera du Parti des travailleurs au Brésil conduit par Lula où, pour la première fois depuis bien longtemps, le plus grand pays du Cône Sud se donnera un président de taille internationale. Ulérieurement, le duel avec Bolsonaro lui a valu de nombreux soutiens en Europe, et en France spécialement. Sa présidence du G 20 sera unanimement saluée au sommet de Rio des 18-19 novembre prochains. Mais il a semblé jusqu'à présent que son aura est plus forte à travers le monde, ne serait-ce que par les BRICS, qu'auprès de ses voisins. D'abord, parce que le Brésil est lusophone, mais surtout que, trop grand, il écrase tout le monde. Quelles que soient les tendances politiques, l'Argentine et le Brésil sont toujours en rivalité. Les grandes entreprises brésiliennes, le pétrolier Petrobras et l'entreprise de tra-

vaux publics Odebrecht sont à l'origine des accusations de corruption qui pèsent sur de nombreux dirigeants partout dans l'hémisphère (notamment au Pérou). Ensuite, il y a ce qui revient au Brésil et ce qui est propre au personnage. Or Lula a 79 ans ! Il est le plus âgé des chefs d'État sud-américains alors que le Chili avec Gabriel Boric et, en octobre dernier, l'Équateur avec Daniel Noboa ont élu des présidents trentenaires. Enfin, Lula n'a pas de successeur à sa hauteur. Dilma Rousseff, toute femme de valeur qu'elle soit, ne possédait pas son charisme. L'assise intérieure de son régime est incertaine.

Le caudillo. – Qui d'ailleurs jouit de charisme parmi les quelque 35 présidents ou chefs de gouvernement d'Amérique centrale ou du Sud ? On en revient toujours là : la personnalisation du pouvoir, l'homme – et parfois la femme (Eva Perón) – qui possède le don, phénomène ancré dans la psychologie sociale depuis les indépendances, que décrivait assez bien au XIX^e siècle et jusqu'aux années 1930 le terme de *caudillisme*, la plupart du temps civil à ne pas confondre avec n'importe quelle dictature militaire (1). La balkanisation de la région a empêché les grands personnages de rayonner sur plusieurs États à la fois : Bolívar se plaignait de « labourer la mer » ; Chávez, qui se voulait son héritier, connaîtra un triomphe avant que sa vision soit caricaturée par son successeur, Nicolás Maduro, devenu le meilleur argument de vente de la droite à travers le monde, y compris dans la campagne présidentielle américaine. Espoir de la gauche de gouvernement, le Chilien Gabriel Boric, n'a pas hésité à signer la déclaration commune avec Washington pour cette raison que de tels excès décrédibilisent une authentique politique progressiste (outre que les exilés vénézuéliens, estimés à sept millions sur une population de moins de 30 millions, émigrent jusqu'au Chili).

Madame la présidente. – Les derniers venus sur la scène politique, Javier Milei en Argentine, Nayib Bukele au Salvador, attirent et révulsent à la fois, le premier par son libéralisme économique, le second par ses méthodes sécuritaires et l'adoption du Bitcoin comme monnaie. Le pays le plus stable, sur lequel tant de Gaulle que Mitterrand avaient cru pouvoir compter, parce que la personnalité des dirigeants successifs importe moins que la continuité d'un parti révolutionnaire institutionnel héritier de la révolution de 1910, à la fois proche des États-Unis et progressiste, à l'histoire la plus longue et à la culture la plus riche, le Mexique paraît ces derniers temps avoir disparu des écrans. Son président Andrés Manuel López Obrador dit AMLO possédait un réel charisme qui a traversé le temps en dépit ou à cause de la situation sécuritaire toujours aussi critique du fait de la guerre avec les cartels de stupéfiants. Il ne laisse pas un bilan facile à son héritière, qui

prend ses fonctions ce 1^{er} octobre, Claudia Sheinbaum, première femme à diriger le pays, fille de réfugiés juifs de Lituanie et de Bulgarie, ex-maire de Mexico, proche de la population comme l'avait été son prédécesseur, mais avec un petit plus : scientifique reconnue, spécialiste de l'environnement. Elle pourrait prétendre à une dimension internationale.

La politique étrangère américaine vis-à-vis de l'hémisphère sud est de plus en plus exclusivement une politique intérieure. Quand les États riverains du Rio Grande, de la Californie au Texas, comptent parfois jusqu'à 40 % d'Hispaniques dans leur population, il ne peut en être autrement. La présidente Sheinbaum sera la première à rencontrer le ou la président-e des États-Unis élu-e après seulement un mois en fonction. ■

(1). On relira à ce propos la partie centrale du dernier livre signé de Jacques Bainville, *Les Dictateurs* (1935), consacrée à l'Amérique latine.

Belgique

Virage à droite

Les élections fédérales et régionales belges ont été marquées par une montée en puissance de la droite et un retour du clivage droite-gauche.

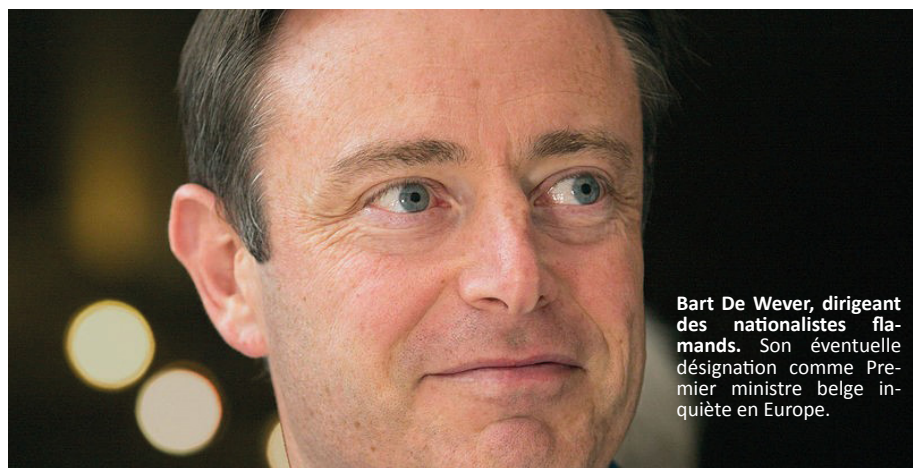
Le 9 juin, les Belges ont renouvelé leur Parlement fédéral, les assemblées des trois régions (Wallonie, Flandre, Bruxelles-Capitale) ainsi que l'assemblée de la Communauté germanophone. Un moment politique donc important. Le pays sortait en effet d'une période marquée depuis 2021 par une coalition dite Vivaldi, qui regroupait quatre des cinq grandes familles politiques du pays (libéraux, chrétiens-démocrates, écologistes et socialistes), les chrétiens-démocrates wallons ne siégeant pas au gouvernement afin d'assurer un équilibre parlementaire entre Wallons et Flamands, souhaitant, après leur mauvais résultat aux législatives de 2019, faire une cure d'opposition.

Les électeurs belges ont, cette fois-ci, clairement sanctionné les piliers de la coalition Vivaldi, à l'exception des libéraux francophones (MR) et, dans une moindre mesure, des socialistes flamands (Vooruit) et des chrétiens démocrates flamands (CD&V). Le parti libéral du Premier ministre sortant Alexander De Croo s'effondre, et les socialistes wallons subissent un revers suffisant pour que leur leader Paul Magnette annonce dès l'annonce des résultats que son parti siégera dans l'opposition.

Le MR, trublion de la coalition Vivaldi, est le grand vainqueur, aux côtés de l'ancien CDH devenu Les Engagés. Mais le courant nationaliste flamand, avec ses deux composantes (Vlaams Belang et N-VA), obtient 44 des 150 sièges du Parlement fédéral. Sans oublier les marxistes du PTB qui augmentent significativement leur présence à la Chambre des représentants avec 15 sièges.

Dès la mi-juin, Bart De Wever est nommé préformateur puis formateur par le roi Philippe et il construit une coalition regroupant quatre partis de droite, deux wallons (MR et Engagés) et deux flamands (CD&V et N-VA), auxquels il a adjoint les socialistes flamands, plus à droite que leurs homologues wallons, notamment sur la question de l'immigration. Malgré les gesticulations du leader du MR, Georges-Louis Bouchez, les cinq devraient constituer une nouvelle coalition parlementaire et gouvernementale. Si le futur gouvernement est de droite, il faudra que la N-VA qui le présidera obtienne des concessions de ses partenaires pour un renforcement des échelons fédérés, sinon le Vlaams Belang, son rival, en profitera à terme.

Au niveau régional, la Wallonie, donnant pour la première fois la majorité à l'alliance MR-Engagés qui constitue rapidement un gouvernement de coalition, passe donc à droite : un séisme politique. Même chose encore à la Communauté germanophone où MR et Engagés s'allient avec le parti du ministre président sortant Oliver Paasch arrivé en tête avec 8 sièges sur 25, parti qui aspire à la création d'une région germanophone de plein exercice, détachée de la Wallonie.



Bart De Wever, dirigeant des nationalistes flamands. Son éventuelle désignation comme Premier ministre belge inquiète en Europe.

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : MIEL PIETERS

Bien qu'obtenant 62 sièges sur 124 au Parlement flamand, les nationalistes flamands sont restés divisés, et la N-VA de Bart De Wever a entamé des négociations avec la droite chrétienne-démocrate et libérale flamande et les socialistes. Les négociations n'ont pas encore abouti. Seule Bruxelles-Capitale fait problème. Il faut d'abord dégager une majorité dans chaque bloc linguistique puis trouver un compromis entre les deux majorités. Si du côté francophone une alliance MR-Engagés-Socialistes s'est rapidement dégagée, il n'en va pas de même du côté flamand. Par ailleurs, le MR rejette la politique des transports menée par l'ancienne ministre présidente écologiste flamande qui ne veut pas entendre parler de sa remise en cause. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Kamalaforia

Donald Trump reproche à la Californie d'avoir laissé sans rien dire Elon Musk filer au Texas, préfigurant une nouvelle partition du pays.

La Californie présentée comme repoussoir par Trump, ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas non plus le retour de Zorro sur les écrans avec Jean Dujardin qui nous rappelle l'identité de Los Angeles ou de San Francisco. L'ex-procureur de San Francisco de 2004 à 2011 puis de l'État de Californie de 2011 à 2017 se défend sur son bilan comme telle plutôt que sur son rôle plutôt effacé de vice-présidente. L'hebdomadaire britannique *The Economist* prétend ainsi démontrer que les Démocrates, qui dominent la vie politique de l'État le plus peuplé et le plus dynamique des États-Unis (plus de 40 millions d'habitants), ne sont pas les laxistes que décrit l'équipe de Trump. Le gouverneur Gavin Newsom, ancien maire de San Francisco, et les candidats démocrates à la mairie se présentent désormais comme les champions de la loi et de l'ordre.

Une décision de la Cour suprême du 28 juin dernier tombait à pic. Peu commentée hors Amérique, cette décision, *City of Grants Pass, Oregon v. Johnson*, a considéré que l'interdiction des campements spontanés ne constituait pas un traitement inhumain ou cruel au sens du huitième amendement de la Constitution.

L'arrêt concerne les sans-abri privés d'hébergement dont la Californie détient le record absolu aux États-Unis. Le *Los Angeles Times* et le *San Francisco Chronicle* rappellent les statistiques publiées en décembre dernier par le Département fédéral du logement (sous-estimées) selon lesquelles, sur tout le territoire américain, 653 100 personnes étaient sans domicile fixe, dont 40 % sans aucun hébergement (c'est-à-dire dans la rue). Or la moitié de



ces derniers, soit 123 423, se situent dans l'État de Californie. C'est la situation totalement opposée à celle de New York où, sur 103 200 sans domicile, la quasi-totalité bénéficieraient d'un hébergement d'urgence, sauf environ 5 000 personnes. Le climat n'explique pas de tels écarts. L'ampleur du phénomène avait donné des idées aux autorités qui, en attendant la décision de la Cour suprême, avaient convoqué pour novembre prochain des référendums comme en Arizona sur l'interdiction des campements de sans-abri.

Cette image négative colle spécialement à une ville comme San Francisco, autrement connue pour le Golden Gate Bridge et la Silicon Valley. Le candidat à la vice-présidence choisi par Trump, J. D. Vance, y a fait fortune avant de s'installer en Ohio. Il avait introduit Trump auprès des milliardaires de la High Tech qui ne le connaissaient pas et n'avaient que condescendance pour ce promoteur new-yorkais.

Entre *The Bay* (la Baie) et *The Apple* (la Pomme), l'Amérique est aujourd'hui géographiquement écartelée. Les imaginaires de la Sécession redeviennent d'actualité non plus entre Nord et Sud ou entre Est et Ouest, mais entre les deux côtes et l'entre-deux, ce que les Américains qualifient de « *Fly Over* », une Amérique intérieure que l'on ne fait que survoler, l'Amérique rouge (couleurs républicaines) contre l'Amérique bleue (couleurs démocrates).

L'écrivain américain Douglas Kennedy en a fait le motif de son dernier roman d'anticipation situé en 2045, *Et c'est ainsi que nous vivrons* (Belfond 2023 et Pocket 2024, paru en 2022 sous le titre *Fly Over*) en opposant une « République unie » progressiste et une « Confédération unie » évangélique, quoique toutes deux sous des régimes de surveillance de type orwellien. ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **États-Unis.** – Alors que la campagne présidentielle entre dans ses ultimes semaines, Donald Trump a été visé par une seconde tentative d'assassinat. Le 15 septembre, un individu armé, en lisière du golf de Floride où jouait le candidat républicain, a été mis en fuite puis intercepté par la police. Ce nouvel incident n'a pas fait varier les sondages : 48 % pour Kamala Harris et 47 % pour Donald Trump...

■ **Liban.** – Des cadres du Hezbollah ont subi deux vagues d'attentats planifiées. Le 17 septembre, un grand nombre de bippers piégés ont explosé simultanément. Le lendemain un scénario similaire s'est reproduit avec l'explosion de talkies-walkies. Le bilan s'élèverait à 40 morts et plus de 3 000 blessés. Les services secrets israéliens sont fortement soupçonnés d'être à l'origine de ces sabotages.

Ibrahim Aqil, un des chefs militaires du Hezbollah, a été tué, avec une dizaine de membres de son état-major, dans la destruction de son immeuble à Beyrouth par l'aviation israélienne le 20 septembre. Les Américains lui imputaient une partie de la responsabilité des attentats qui ont tué au moins 600 personnes à Beyrouth en 1983 dont 58 militaires français.

■ **Mali.** – Le 17 septembre, des hommes armés ont tenté de s'emparer de l'aéroport international de Bamako ainsi que d'une école militaire. L'armée malienne est parvenue à repousser les assaillants, membre d'un groupe djihadiste affilié à Al-Qaïda, qui a revendiqué l'attaque. Les circonstances de l'opération restent toutefois confuses et le gouvernement n'a pas été en mesure de communiquer un bilan humain et matériel définitif.

■ **Royaume-Uni.** – En visite à Rome, le Premier ministre travailliste Keir Starmer, qui a fait de la lutte contre l'immigration illégale un cheval de bataille, a loué la politique migratoire déployée par le gouvernement de Georgia Meloni. Starmer a admis vouloir s'en inspirer au nom du « pragmatisme britannique ». Cette prise de position a toutefois suscité de vives critiques dans son propre camp.

CASIMIR MAZET.





SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : RAMA.

La future escadre française autour du porte-avions de nouvelle génération (image de synthèse).

Défense

Notre Marine nationale

Entretien avec le groupe Mars.

Le groupe Mars, composé d'experts de haut niveau, publie régulièrement des tribunes alertant l'opinion éclairée sur les questions brûlantes de notre Défense. Il a accepté de répondre à *Royaliste* sur l'orientation à donner à notre politique navale.

Nous remercions chaleureusement le groupe Mars d'avoir répondu aux questions de Royaliste et de contribuer ainsi – à l'heure où la loi de programmation militaire, bien insuffisante et que Macron lui-même demande d'ajuster, est menacée – au nécessaire débat sur notre sécurité. Sécurité qui devrait être la priorité absolue de tous les groupes politiques et notre premier critère de jugement. Notre défense est l'affaire de tous les Français, nous ne pouvons rester passifs.

Royaliste : Notre Marine dans son format actuel peut-elle remplir sa mission ?

Groupe Mars : La Marine nationale (familièrement appelée « *La Royale* ») remplit sa, ou plutôt ses missions du mieux qu'elle peut. Comme le suggère votre question, son format est effectivement sous-dimensionné par rapport à son niveau d'engagement opérationnel permanent. Il en résulte ce que les états-majors appellent pudiquement une « dette organique » qui ne cesse de s'accroître. Il s'agit plus simplement de la surconsommation du potentiel des équipements (à commencer par les plateformes aériennes et navales)

et du manque de formation individuelle et collective des équipages. En fait, c'est facile à comprendre : quand une unité est engagée en opération, elle ne s'entraîne pas et consomme son potentiel technique (capacité à prendre la mer sans entretien). Quand c'est programmé, les états-majors savent gérer ce qu'on appelle un cycle d'activité, entre périodes d'entretien, d'entraînement, d'engagement et de repos. Mais les engagements inopinés perturbent ces cycles et finissent par désorganiser une « machine » conçue pour fonctionner au plus juste, sans marges de manœuvre. Cela finit par se payer un jour ou l'autre.

Notez que tous nos voisins européens sont dans la même situation, et même souvent bien pire. Il est donc illusoire de compter sur eux. C'est pourquoi l'opération navale européenne dans le golfe arabo-persique a été démontée en catimini au début de l'été, faute d'unités disponibles.

Quelle ressource humaine ?

Avant même le manque de moyens matériels ou budgétaires, la contrainte première est la ressource humaine. Il ne faut pas se le cacher : il devient de plus en plus difficile de recruter de jeunes marins pour prendre la mer. La faute au smartphone ! Difficile de recevoir TikTok ou X ex-Twitter en haute mer ! Quant aux moins jeunes, souvent chargés de famille, la fragilité de la cellule familiale les retient souvent à terre. C'est pourquoi il était indispensable de lancer un « *plan Famille* » pour stabiliser le socle familial et ainsi faciliter les départs en mer. Savoir si cela est efficace est un autre sujet.

Afin d'optimiser le potentiel de ses unités de surface, la marine a développé le principe du double équipage, sur le modèle éprouvé de la sous-marine. L'idée est excellente, mais elle bute encore sur la difficulté à recruter des marins volontaires pour partir en mer. La direction du personnel de la Marine est en permanence sur la corde raide pour gérer les effectifs et les compétences, parfois à l'unité près.

Quelle politique navale pour quelle mission ? La Marine, une priorité ?

Tout dépend si l'on raisonne dans l'idéal ou le réel. L'avantage d'un groupe de réflexion comme le groupe Mars, c'est de pouvoir naviguer entre les deux, comme le préconisait Jean Jaurès, dont la famille comptait quelques amiraux !

Dans l'idéal, la marine est nécessairement une priorité pour la République française, qui a hérité de son ancien empire colonial des possessions et des intérêts sur toutes les mers et tous les continents, ou presque. Encore aujourd'hui, le soleil ne se couche jamais sur le territoire placé sous la responsabilité de la République ! Bien peu de pays peuvent en dire autant, pour ne pas dire aucun autre. Cela oblige, ou plutôt devrait obliger.

Car la réalité, c'est le pillage de nos ressources halieutiques dans nos ZEE (zones économiques exclusives) faute de moyens de surveillance et de contrôle. « *Les larmes de nos souverains ont le goût salé de la mer qu'ils ont ignorée.* » L'amer (sans jeu de mots) constat prêté à Richelieu est finalement de toutes les époques.

À l'inverse, on dit que jamais La Royale n'a été si puissante que sous Choiseul et sous la III^e République finissante, à la suite de Georges Leygues... pour finir comme l'on sait : la Révolution a suivi la guerre d'indépendance américaine et la flotte s'est sabordée à Toulon après avoir survécu au désastre de Mers el-Kébir.

La faute au dilemme géostratégique français : puissance continentale ou maritime ? Les deux, mon général. Quand l'Histoire contraint la France à défendre ses frontières ou ses alliés continentaux, elle néglige sa marine. 1814, 1914, 2014, etc... suivez mon regard.

La loi de programmation militaire, déjà remise en cause, répond-elle aux besoins ?

Soyons justes et évitons les polémiques stériles. La LPM est la meilleure depuis des décennies. Mais elle n'est pas à la hauteur des besoins. Résultat : nous passons pour égoïstes vis-à-vis de nos alliés dans notre soutien à l'Ukraine, alors que dans la réalité, nous n'avons plus rien à donner. Le slogan « *économie de guerre* » n'est que de la communication. Dans les faits, rien n'a changé, si ce n'est une meilleure attention portée aux munitions, négligées pendant de trop longues années au point que les stocks sont dérisoires.

Un porte-avions, quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA), est-ce encore suffisant dans la prochaine période ?

Tout dépend pour quoi faire. De notre point de vue, nous sommes entrés dans une ère géostratégique d'affrontements multi-champs. La dissuasion nucléaire, dont l'utilité pouvait se discuter lorsque nous pouvions encore choisir nos adversaires

(toujours asymétriques) et nos zones d'intérêts, doit désormais rester la priorité des priorités. C'est la garantie ultime de notre sécurité. La capacité de frappe en second portée par les SNLE nous permet d'adresser en permanence le message suivant à tout agresseur potentiel : « *Si vous vous en prenez à nos intérêts vitaux, nous vous infligerons instantanément des dommages si graves et irréversibles qu'il vaut mieux vous abstenir.* » De ce qui nous paraît une évidence découle un ordre de priorités. La politique de la canonnière et des ronds dans l'eau n'est plus d'actualité. En revanche, la priorité est de garantir en permanence à la nation une capacité de frappe en second (c'est-à-dire indestructible par une frappe ennemie préemptive). Il faut que les moyens soient adaptés à cet objectif : on sait que 4 SNLE et 6 SNA, c'est le *minimum minimorum*.

Si la France avait une politique vraiment ambitieuse en Indo-Pacifique, elle proposerait de multiplier les points d'appui dans les pays amis de la zone, comme à Darwin en Australie.

Et les frégates, quels choix opérer, pour quel dimensionnement ? Continuer dans la voie des frégates de défense et d'intervention (FDI), ou donner un successeur au programme FREMM (frégates multi-missions) ?

La question des frégates est tout sauf anecdotique. D'abord, parce que l'on confie à ce type de navire un grand nombre de missions très différentes, qui vont du combat naval de haute intensité avec un armement à la pointe de l'état de l'art à la protection de nos ZEE avec un armement rustique. Tout le monde admet aujourd'hui que la FREMM est une réussite technique exceptionnelle du fait de capacités opé-

rationnelles remarquables servies par un équipage réduit. Mais cette réussite a un coût qui atteint le milliard d'euros l'unité. Le programme a donc été réduit de moitié. La faute ni à la DGA, ni à la marine, ni à la DCN devenue Naval Group, mais à des choix budgétaires antiéconomiques.

Il a donc fallu lancer le programme FDI pour atteindre l'objectif que donne le Livre blanc de quinze « *frégates de premier rang* », en tordant le concept pour y intégrer les frégates de type Lafayette, vieillissantes et partiellement rénovées.

La dernière FREMM de défense aérienne (DA) a été admise très récemment au service actif, il n'y a pas d'urgence à lui trouver un successeur. Les FDI semblent prometteuses, mais en réalité on manque encore de recul pour en apprécier les qualités. Des programmes sont lancés pour remplacer les « *frégates de second rang* » appelées à armer notamment la composante garde-côtes qui, comme l'on sait, est assurée en France par le concours d'administrations différentes, à commencer par la Marine nationale, qui n'est donc pas seulement une « *armée de mer* », mais aussi un service public. Il est question de coopération franco-italienne, voire européenne, pour l'un de ces programmes. Mais concrètement, il n'existe encore que des plans.

Pour répondre indirectement à votre question sur le lancement de programmes successeurs, il existe un impératif constant pour tous les arsenaux, depuis leur invention par la République de Venise au Moyen Âge : le maintien des compétences des différents corps de métier qui s'y côtoient, à commencer par les ingénieurs et architectes navals des bureaux d'études.

Pour la Zone Indo-Pacifique, quels moyens mettre en œuvre ?

C'est un enjeu de contrôle plus que d'affrontement : si la France ne s'y compte pas que des amis, elle n'a pas vraiment d'en-

Les principales marines de guerre en 2021

Pays	En tonnes
Etats Unis d'Amérique	3 000 000
Chine	1 200 000
Russie	1 150.000
Japon	512.000
Royaume-Uni	457 000
Inde	322 000
France	307 000

Source : World Naval Review 2021

nemi, ni même d'adversaire. La priorité nous semble donc résider dans le contrôle de notre ZEE. Si la République dispose du deuxième espace maritime mondial (11 millions de km²), c'est essentiellement dans cette vaste zone qui va des côtes orientales d'Afrique aux côtes occidentales des Amériques, bordée au sud par le continent antarctique et au nord par le très long littoral asiatique. Pour garantir le contrôle de nos ZEE, il est aujourd'hui nécessaire de combiner moyens satellitaires (optiques et radar), aériens et navals, y compris sous-marins si nécessaire. Et en l'occurrence, mieux vaut privilégier la « masse » d'unités nombreuses et rustiques (redondance des moyens) à la technologie.

Si la France avait une politique vraiment ambitieuse en Indo-Pacifique, elle proposerait en outre de multiplier les points d'appui dans les pays amis, voire alliés, comme c'est déjà le cas aux EAU ainsi que, historiquement, à Djibouti. Par exemple à Darwin en Australie, où stationnent déjà des Marines américains, comme à Djibouti. Cela pourrait aussi être l'occasion de se déployer davantage en Amérique latine, du côté Pacifique cette fois (Pérou, Mexique?), et non plus seulement Caraïbes. Il existe dans cette région du monde une tradition francophile (et républicaine!) qui ne demande qu'à se réactiver.

Compléter le porte-avions nucléaire de nouvelle génération par deux porte-avions à tremplin mettant en œuvre le Rafale, est-ce pertinent ?

Non. D'abord le Rafale navalisé n'a pas été conçu à l'origine pour cela : rappelons que le F35B de l'US Marine Corps ou de la Royal Navy n'est pas le même appareil que le F35C de l'US Navy (même s'il est vrai que le Rafale est sans doute plus souple en termes de configuration que le F35). Ensuite la « projection de puissance » nous semble rétrogradée à une priorité de second rang dans le contexte

actuel. Enfin, la survivabilité d'un groupe aéronaval (GAN) va être remise en cause par les essaims de drones et la prolifération des missiles à longue portée. De notre point de vue, il est nécessaire de préserver cette capacité et ce savoir-faire pour garder à la France du XXI^e siècle son rang de puissance militaire membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. De ce point de vue, le programme de porte-avions de nouvelle génération (PANG) garde sa pertinence. Un GAN, c'est aussi « cent mille tonnes de diplomatie ». Mais surinvestir dans cette fonction stratégique ne nous paraît pas pertinent du point de vue strictement militaire.

Quels besoins nouveaux fait apparaître l'évolution technique et tactique récente ?

La principale révolution tactique de ces dernières années est l'utilisation d'engins pilotés à distance et de « munitions rôdeuses ». Cela concerne tous les milieux : aérien bien-sûr, mais aussi terrestre et naval, voire sous-marin (pour le déminage notamment). Il faut d'abord se doter de toute la panoplie afin d'en maîtriser l'emploi opérationnel et s'en défendre. La France n'est d'ailleurs pas si mal placée du point de vue technologique, mais les financements sont encore à la traîne.

Et bien sûr, la guerre électronique et la menace cyber sont désormais permanentes : elles peuvent rendre un navire sourd, aveugle et incapable de lancer ses missiles. Il faut non seulement s'en défendre mais aussi réapprendre à combattre et naviguer avec ce que l'on appelle des « moyens dégradés », autrement dit le canon, le compas et le sextant de papa. C'est un peu le paradoxe de la technique : nous forcer à redécouvrir comment on faisait la guerre avant l'électronique. Mais pour cela, il faut avoir le temps de s'entraîner... ■

Propos recueillis par Éric Cézembre.



La frégate multifonctions Lorraine, mise en service actif le 13 novembre 2023, est déjà intervenue en mer Rouge.

Hommage

Péguy, l'artisan du verbe

Documentaire en accès libre sur le site internet de KTO, par Yves Bernanos, Crescendo Media Films, 2024.

On peut voir, en multidiffusion sur la chaîne catholique KTO (accessible sur les « boxes » Orange, Bouyges, SFR, Free), un documentaire de toute beauté sur l'écrivain Charles Péguy, tombé au champ d'honneur le 5 septembre 1914... Il a été écrit et réalisé par Yves Bernanos, petit-fils de Georges Bernanos, et a reçu un accueil enthousiaste de l'ensemble de la presse catholique. Il met en avant les témoignages de plusieurs personnes qui connaissent bien l'œuvre de Péguy, et, pour ainsi dire, en vivent quotidiennement.

À commencer par Olivier Péguy, journaliste et arrière-petit-fils de Péguy. Mais aussi Claire Daudin, professeur de lettres modernes, qui a longtemps été présidente de l'Amitié Charles Péguy. Ou l'immense acteur Samir Siad, dont on recommande fortement d'aller voir, sur YouTube, les lectures qu'il a pu donner de certains longs textes de Péguy, ainsi le poème de *La Passion de Jésus* (80 minutes), ou bien encore le jeune universitaire et romancier Alexandre de Vitry, auteur d'un essai remarquable sur l'imprécateur Philippe Muray – qui, à sa manière se situait dans la filiation de Péguy, Bloy, Bernanos... – ou, plus original peut-être, le graffeur C215 (Christian Guémy) dont les pochoirs de « *La petite fille Espérance* », directement inspirés de Péguy, sont diffusés dans le monde entier.

À ceux qui connaissent Charles Péguy, comme c'est le cas des lecteurs de *Royaliste*, ce documentaire n'apportera aucune révélation. Tout y est évoqué, avec honnêteté et pudeur, sur ce que furent les combats de cet intellectuel venu du peuple. Il doit son élévation culturelle et morale à ses instituteurs, qu'il appellera, le premier, les « hussards noirs de la République ». Il a reçu de son enfance à Chartres puis à Orléans une certaine culture chrétienne, mais se détache de l'Eglise à l'adolescence et restera toute sa vie anticlérical. Étudiant au Quartier latin, il s'engage, à la suite de Jean Jaurès, dans un socialisme humaniste. Il se révèle comme militant incontournable avec son combat pour l'innocence du capitaine Dreyfus, en amitié avec le journaliste juif et athée Bernard Lazare. On le sait élève, puis ami, de Romain Rolland – qui publiera son grand roman *Jean-Christophe*, en feuilleton aux *Cahiers de la Quinzaine*, la revue de Péguy – et disciple d'Henri Bergson auquel Péguy a consacré ses deux derniers essais. C'est que le poète Péguy est avant tout un philosophe, qui produira l'essentiel de son œuvre en quatorze années où il est à la fois libraire et éditeur, un travail d'artisan intellectuel réalisé avec le sérieux et

l'opiniâtreté dont sa mère et sa grand-mère, toutes deux rempailleuses de chaises, lui avaient montré l'exemple.

On connaît aussi son amour de la patrie (scellé par sa mort héroïque), qui se traduit notamment par ses travaux sur Jeanne d'Arc et le détachera finalement du pacifiste Jaurès. Et son retour à la foi catholique après 1907 – il a 35 ans – consacre le côté éminemment mystique de toute son œuvre colossale au rythme inimitable, par ses redondances poétiques notamment. Il restera toujours un catholique du porche, cependant amoureux de la Vierge Marie. Péguy, c'est le pèlerin vers Chartres, à travers les champs de blé de la Beauce, sur les traces duquel tant et tant de jeunes catholiques marchent depuis.

Tout cela est connu, sauf de ceux pour qui ce documentaire constituera une remarquable introduction, loin de tout intellectualement. Mais ce qui intéressera plus d'autres spectateurs, c'est l'interprétation bernanosienne de l'œuvre de Péguy. Au sens du grand-père Georges qui en fut un lecteur assidu et ne cacha jamais ce qu'il lui devait, notamment pour cette fidélité que chacun doit à l'enfant qu'il a été. Et il y a certaines photos de Péguy enfant, d'une part, et de Bernanos enfant, d'autre part, qui suffiraient à faire comprendre qu'ils sont de la même famille. Mais également au sens du petit-fils, dont les récents documentaires, notamment sur *Les chrétiens face à l'urgence écologique*, ou celui sur René Girard (réalisé avec notre cher et tellement regretté Patrice Le Roué, à qui le film sur Péguy est dédié à la toute dernière image), et les deux sur Georges Bernanos, dont *Heureusement l'espérance*, et celui sur Blaise Pascal, font découvrir tout un travail intellectuel et spirituel sur lui-même, qui met au centre la notion d'Espérance. Regardez son *Charles Péguy, l'artisan du verbe*, vous aurez envie de voir ses autres œuvres. Vous vous cultiveriez facilement ou bien vous pourriez faire partager vos idées à vos proches. Et votre âme vous entraînera à reprendre certaines lectures vitales. Celles qu'Yves Bernanos a faites scrupuleusement durant les six mois à un an de préparation que lui réclame le moindre film, et qu'il nous transfuse, sans nous accabler à aucun moment d'autant de science et fine compréhension des textes. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.



Péguy : « Un maître de vertu française », a écrit Arnaud Teyssier.

Humanités

La fin de l'histoire ?

Nous avons tous la même histoire. Les défis de l'identité, par Jean-Frédéric Schaub, Odile Jacob, janvier 2024.



De l'histoire avec un petit h, de la discipline historique, ou encore – on ose à peine prononcer le mot – de la « science historique ». Des chercheurs comme des professeurs ont du vague à l'âme. Ils se lamentent de voir leur métier galvaudé,

leurs travaux instrumentalisés par « la manipulation politique et la rhétorique de batelage », déchirés entre les « postures militantes », l'histoire « prise en otage » qui conduirait à une « lassitude académique » et à un « discrédit » des études européennes dans le monde.

Le constat est sévère mais posé de manière purement intellectuelle, avec méthode et rigueur, par Jean-Frédéric Schaub. L'agacement, presque la colère, qui frise parfois au désespoir, ne fait qu'affleurer entre les lignes. Si discrets, ils ne sont que plus prégnants. Sans en avoir l'air, après une lecture assidue et une relecture attentive, le lecteur prend conscience d'un « risque de perte de légitimité scientifique ». Le titre de l'ouvrage (*Nous avons tous la même histoire*) doit être lu à l'envers : Et si nous n'avions plus d'histoire ? Une histoire sur laquelle nous pourrions tous nous mettre d'accord.

Tous les élèves de terminale de tout temps ont eu à dissenter sur le sujet : « *L'histoire est-elle une science ?* ». Toute science – même les sciences dures – contient une part de subjectivité. Le présent oriente souvent les questions posées au passé, ce qui a pu faire dire que l'on pouvait prévoir l'avenir plus aisément que connaître le passé. L'histoire se renouvelle à chaque génération. La précédente s'était écharpée sur la Révolution française ; l'actuelle, sur la race et la colonisation. Schaub sait prendre du recul puisqu'historien « moderniste » (XVI^e-XVII^e siècle) et spécialiste des mondes ibériques (Espagne, Portugal et leurs empires). On lui doit notamment *La France espagnole. Les racines hispaniques de l'absolutisme français* (Seuil, 2003, prix François-Furet) et récemment *Race et histoire dans les sociétés occidentales* (Albin Michel, 2021).

Dans une mise au point qui rappelle celle de Max Weber sur « le savant et le politique », il renvoie dos à dos les tenants d'un « roman national » exclusif et les promoteurs souvent anglo-saxons des études « postcoloniales » (sans les nommer). Chacun a sa place, toute forme d'histoire est légitime si et seulement si elle est

produite dans les règles et demeure dans sa sphère propre.

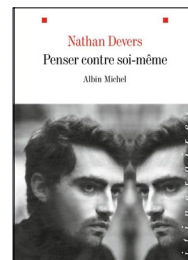
On devine au fil des pages, dédiées à la fois aux professeurs Samuel Paty et Dominique Bernard, un attrait pour la littérature qui viendrait achever ce que l'histoire comme science ne peut donner. Cela rappelle Ernest Renan qui, raconte Jacques Bainville, « *dégoûté de l'histoire, souhaitait de passer la fin de ses jours en lisant des romans* », ce à quoi l'historien objectait que « *l'unique supériorité des récits historiques sur les récits romanesques, c'est que ceux-là sont beaucoup plus riches, beaucoup plus abondants en imprévus que ceux-ci. Le roman doit travailler à la crédibilité. C'est l'histoire qui est incroyable* ». ■

DOMINIQUE DECHERE.

Itinéraire spirituel

Penser avec Nathan Devers

Penser contre soi-même, par Nathan Devers, Albin Michel, janvier 2024.



Chroniqueur chez Drucker, figure de CNews, « bon client » d'Arte comme de LCP... On s'arrache Nathan Devers, par ailleurs éditeur de *La Règle du jeu*, la revue de Bernard-Henri Lévy. Sa présence médiatique s'explique-t-elle par cette dernière

accountance ? Être en bons termes avec BHL ouvre, paraît-il, de nombreuses portes (Xavier de La Porte, Jade Lindgaard, *Le nouveau B.A. BA du BHL. Enquête sur le plus grand intellectuel français*, La Découverte, 2011). Cela considéré, il serait sans doute injuste d'expliquer le succès de Nathan Devers par l'influence et les réseaux de cet ami qui, pour tous ceux qui savent parfaitement distinguer un cyclomoteur d'un avion de chasse, s'avère en réalité encombrant.

Cela serait injuste parce que, d'abord, Nathan Devers écrit de remarquables romans. Par exemple, *Les Liens artificiels* (Albin Michel, 2022), variation sur le « multivers » – l'ensemble de tous les univers possibles, dont le nôtre. Une activité qui explique pour une large part sa notoriété.

Cela serait injuste parce que, aussi, Nathan Devers n'est pas un demi-savant. Normalien et agrégé de philosophie, penser, au sens où Heidegger l'entendait en 1954 dans une conférence (« *Que veut dire penser ?* »), Nathan Devers sait faire. Très bien, même. Dans son dernier ouvrage, *Penser contre soi-même*, il fait même vivre sa pensée à son lecteur. Il l'amène en tout cas à comprendre comment Nathan Nacache, jeune Français de cette « Jérusalem des Juifs assimilés » qu'est Auteuil et

promis à un brillant avenir de rabbin, est finalement devenu Nathan Devers, ce philosophe qui a rompu avec la religion juive. Cela en lui faisant suivre les méandres qu'il a lui-même empruntés pour « suicider » le premier, afin qu'advienne le second.

Refusant de devenir un « juif de Kippour », l'équivalent d'un chrétien du dimanche, le jeune Naccache, parce qu'il considère qu'« en matière de religion, il ne saurait y avoir d'entre-deux ou de demi-mesure à moins d'être un tartuffe doublé d'un paresseux », vire très vite orthodoxe. Intelligent, brillant même, il est repéré puis formé par des maîtres pour devenir un rabbin, ce qui, croit-il alors, est son vœu le plus cher. Sauf que, parallèlement, passé de l'école publique à un établissement juif, étouffant au milieu de camarades vivant en vase clos, le jeune espoir a vite besoin d'altérité et même d'air. Cet oxygène spirituel, c'est la littérature, qu'il découvre en piochant *Terre des hommes* de Saint-Exupéry dans la bibliothèque familiale, puis les œuvres de Proust, qui le lui procure.

À partir de cette « deuxième Bible », de ce « *Talmud sans ciel* », Nathan commence à devenir lui-même, ce qui passe, vous l'aurez compris, par se battre contre lui-même, faire l'inventaire de l'héritage qui lui a été imposé à la naissance, jusqu'à le liquider – du moins pour partie.

D'un extrême classicisme, l'écriture qui rythme cet ouvrage, qui a les atours d'un roman d'apprentissage mais se lit comme un polar, est un ravissement. ■

ANDRÉ PIERRE.

Les Lettres.

L'ensorcelant Pierre Darkanian

Nous sommes immortelles, par Pierre Darkanian, éditions Anne Carrière, 2024.

« Je préfère des femmes qui jettent des sorts plutôt que des hommes qui construisent des EPR. » C'est ce qu'a déclaré Sandrine Rousseau le 27 août 2021, dans un entretien donné à *Charlie Hebdo*. Si l'on peut comprendre son manque d'engouement à l'égard des seconds, le fiasco de Flamanville ne donnant guère envie de les connaître (« *EPR de Flamanville : à peine lancé... tout de suite arrêté* », *La Tribune*, 5.09.2024), pourquoi les opposer aux premières, c'est-à-dire à... des sorcières ? D'aucuns ont avancé que, candidate aux primaires des écologistes de 2021 et pour triompher du mâle blanc de plus de cinquante ans qui lui barrait la route de l'Élysée (Yannick Jadot), Sandrine Rousseau avait cherché en disant cela à mobiliser des jeunes femmes « éco-féministes » dont beaucoup ont pour particularité de s'intéresser au wicanisme – un mouvement culturel néo-païen tourné vers la nature et la magie, dont les croyances



Pierre Darkanian.

reposent sur le chamanisme et le druidisme.

Est-ce bien cela qu'a voulu faire la désormais députée de la 9^e circonscription de Paris en lâchant cette petite phrase ? La dame étant connue pour raconter à peu près tout et n'importe quoi, et même pour maltraiter la langue française, difficile à dire. Peut-être n'a-t-elle fait, et sans la moindre arrière-pensée, qu'exprimer ce qui lui passait à ce moment-là par la tête. Quoi qu'il en soit, l'entendre promouvoir à demi-mot les sorcières, après avoir l'écoutée, des mois durant, portraiturer les hommes en prédateurs sexuels et les rendre collectivement responsables des maux de l'humanité, ne m'a guère donné l'envie d'en savoir plus sur ces dernières... Et j'aurais certainement continué de les snober, et avec elles la clique de désœuvrés qui s'en réclament aujourd'hui (« *La sorcellerie fait son grand retour... sur les réseaux sociaux* », RTBF, 16.04.2024), si Pierre Darkanian, par ailleurs avocat pénaliste, n'en avait pas fait le thème de son deuxième roman publié.

Lorsque j'ai lu le dernier paragraphe de la quatrième de couverture de *Nous sommes immortelles*, c'est vrai, j'ai failli infliger à son bouquin le sort qu'on réservait naguère aux sorcières à partir de ce que des historiens tels que Michel de Certeau ont appelé « l'épidémie des possessions démoniaques » – quand, dans le courant du XVII^e siècle, au moment des « possédées de Loudun » (1630-1634) ou d'Auxonne (1658-1653), on s'est mis à voir partout le Diable et ses séides. Lire 464 pages consacrées à des créatures à chapeau pointu chevauchant un balai, des pustules plein la tronche et un corbeau perché sur l'épaule... très peu pour moi. Néanmoins, ayant lu quelques années plus tôt *Le Rapport chinois* (éditions Anne Carrière, 2021), son remarquable premier roman, j'ai donné sa chance à ce bouquin. Et j'ai bien fait.

D'abord, Darkanian écrit toujours aussi bien, et peut-être même encore mieux qu'en 2021, quand sa description des administrations, proche des lignes mémorables d'Albert Cohen à propos de la Société des Nations dans *Belle du Seigneur* (1968), forçait déjà l'admiration. Il démontre en tout cas avec ce livre qu'il peut tout à fait s'épanouir dans des registres variés, pas seulement le comique à tendance grinçante.

S'il faut lire ce Darkanian-ci, c'est aussi pour son intrigue bien ficelée, qui nous promène à travers les âges, du XV^e siècle à 2027, nous fait côtoyer Jeanne d'Arc comme le batteur de Led Zeppelin (John Bonham), nous fait découvrir les États-Unis des hippies et des premières communautés de femmes, mais aussi la France de la guerre d'Algérie et du Centre universitaire expérimental de Vincennes.

S'il faut le lire, c'est également parce que, jusqu'à présent, aucun romancier n'avait fait vivre de la sorte un quartier de Paris qui, sous sa plume du moins, gagnerait à être mieux connu : celui dit de « la Goutte d'Or ». C'est en fin, parce que, à rebours de L'enfant Châlumeau, qui l'avait un peu injustement croquée en poivrote hommasse et beuglante (*Moi & Bobby McGee*, Grasset, 2003), Darkanian redonne ses lettres de noblesse à la chanteuse Janis Joplin, trop tôt disparue. C'est, en quelques mots, parce qu'il s'agit d'un roman ensorcelant. ■

ANDRÉ PIERRE.



DR



Par Gérard Leclerc

L'artisan du verbe

Comment caractériser le film qu'Yves Bernanos vient de consacrer à Charles Péguy ? Certes, le titre choisi suffit à définir son intention, car l'écrivain des *Cahiers de la Quinzaine* fut bien cet artisan, voué depuis ses plus jeunes années à ce travail sur le Verbe, à l'image de ce qu'il avait appris du travail bien fait de sa grand-mère et de sa mère, rempailleuses de chaises ! Mais j'y ajouterais un sentiment de proximité, ou plus exactement d'intimité à l'égard d'une personne et de son œuvre. Si Charles Péguy nous est donné à mieux connaître, c'est pour le mieux aimer. Et tous ceux qui sont appelés à témoigner devant la caméra du cinéaste sont d'abord des amis, familiers de l'enfant du faubourg de Bourgogne à Orléans et du pèlerin de Notre-Dame de Chartres. L'écrivain n'a cessé d'être fidèle à l'enfant qu'il fut. Tel d'ailleurs le Bernanos des *Grands Cimetières* en dépit de la distance qui sépare le républicain du royaliste. Une distance à relativiser, car pour Péguy, la République c'était « notre Royaume de France » et il lui eût été insupportable de rejeter dans l'oubli Saint Louis et Jeanne d'Arc. Au contraire, on sait combien celle qui délivra Orléans fut toujours la première dans son cœur et le principal sujet de sa poésie.

L'intimité se manifeste avec la familiarité des lieux : d'abord ce champ du village de Villeroy où le lieutenant Péguy fut frappé d'une balle en plein front, le 5 septembre 1914. Il est émouvant d'entendre le récit d'un des anciens qui vécurent ce moment. Pour m'être rendu sur place, j'apprécie la piété de l'association qui depuis si longtemps défend et illustre sa mémoire, en gravant dans la pierre les vers célèbres : « *Heureux ceux qui sont morts pour la terre charnelle. Mais pourvu que ce fût dans une juste guerre...* » Un autre lieu doit être aussi distingué, l'église Saint-Aignan d'Orléans, où l'enfant fut baptisé et où il nous est toujours loisible de rêver sous l'auvent, en imaginant qu'avec ses camarades il pouvait s'abriter en cas d'averse.

Mais Yves Bernanos nous rend présentes toutes les étapes d'une existence brutalement interrompue, et d'une étonnante densité. Cela passe par des visages, dont celui de l'épouse Charlotte, sœur de son grand ami Marcel Baudouin. Elle survécut longtemps à son mari, au point de se manifester publiquement encore dans les années soixante. La continuité généalogique est assumée dans le film avec la présence d'un petit-fils, Olivier Péguy. Mais il y a aussi l'essentiel, c'est-à-dire le travail sur le verbe, qui a tellement occupé l'écrivain, et dont on ne cessera jamais d'admirer l'ampleur, celle que l'on peut apprécier grâce aux quatre volumes de la Pléiade.

Cette publication permet de comprendre que certains des textes les plus importants de l'écrivain n'ont été publiés qu'après sa mort. C'est le cas de *Dialogue de l'histoire et de l'âme païenne* et de *Dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle*. Il semble d'ailleurs qu'il s'agit des deux parties d'un même projet de thèse universitaire, au demeurant plutôt incongru eu égard aux règles en cours. On a pu dire de ces pages qu'elles « *pulvérisaient les genres, malmenaient en raison les régnantes idéologies de l'histoire et de la science, allant de conférence pour université populaire en dialogue platonicien pastiché, sautaient du tragique au bouffon et du truculent au solennel, s'acharnaient à faire rendre gorge philosophiquement à la "réalité" et, avant tout, semblaient portées par le mouvement souple et libre d'une langue en état de jubilation* » (Roger Dadoun). On ne pouvait mieux caractériser la manière singulière et vraiment personnelle du penseur bravant toutes les bienséances pour parvenir à exprimer le fond des choses.

Péguy est l'homme des contrastes. On se redira sans cesse sa formule fameuse pour définir l'ambition de ses *Cahiers de la Quinzaine* : « *Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste.* » Yves Bernanos, au début de son film, cite d'ailleurs plusieurs aphorismes du même style : « *Il y a quelque chose de pire que d'avoir une mauvaise pensée, c'est d'avoir une pensée toute faite.* » Ou encore : « *Il y a quelque chose de pire que d'avoir une âme même perverse, c'est d'avoir une âme habitée.* » Mais au-delà de cette sagesse exigeante se découvre une profondeur absolue. Profondeur de la pensée qui correspond à la recherche la plus personnelle.

Ainsi Claire Dandin peut-elle expliquer que l'âme charnelle du *Dialogue* correspond à la conversion chrétienne de qui s'est mis à l'école de l'Évangile, et plus exactement à la lecture de la Passion. Il ne s'agit donc pas d'une simple réflexion, même à portée théologique, mais d'une confrontation intérieure décisive. Et de fait, lorsqu'on reprend le texte, on ne peut qu'être frappé par sa force, la façon dont il résonne en soi-même, comme il avait résonné dans le cœur de Péguy. Il y en a des pages et des pages qui se succèdent comme les vagues de la marée. C'est pour mieux nous remuer, comme l'auteur lui-même en a été bouleversé.

L'homme de *La Passion de Jeanne d'Arc* et du pèlerinage de Chartres n'efface nullement le politique, notamment le militant dreyfusard qui, jusqu'au bout, défendit la justesse de sa cause, à l'encontre des scrupules de son ami Daniel Halévy. Cela nous vaudra *Notre jeunesse*, un de ses textes les plus achevés. Mais il existe une relation étroite entre l'engagement civique et l'itinéraire religieux. Curieusement, l'un et l'autre se retrouvent dans la mystique. Il a toujours supplié pour que « *la mystique ne soit pas dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance* ». S'il s'est trouvé d'emblée en accord avec le merveilleux Bernard Lazare, c'est que la cause de l'innocence exigeait un engagement complet, une adhésion totale de l'âme. Et le risque, justement, c'est que « *la mystique se dégrade en politique* ». Comprenons : en médiocre calcul politicien.

Il ne faut pas oublier non plus que le socialisme initial du militant se fonde sur la hantise de la misère – une misère qui est bien pire que la pauvreté, car elle dégrade. Et cette dégradation humaine est l'équivalent de l'enfer où se perdent les pécheurs. À l'inverse d'une certaine mentalité traditionaliste contemporaine, qui rapporte son apologétique à la menace de l'enfer, Péguy crie son indignation à l'encontre de la damnation éternelle. Son apologétique à lui, comme le montre Alexandre de Vitry, est tout entière inspirée par l'espérance. S'il croit, ce n'est pas parce qu'il a peur mais parce qu'il espère. De là ses développements dans *Le Porche du Mystère de la deuxième vertu*.

Voilà quelques réflexions suscitées par le beau film d'Yves Bernanos qui nous suggère ainsi la proximité de génie des auteurs du *Mystère de la charité de Jeanne d'Arc* et de *Dialogues des carmélites*. (1) Qu'il l'ait dédié à notre cher Patrice Le Roué, récemment disparu, ne fait qu'ajouter à notre reconnaissance. ■

► Yves Bernanos, *Charles Péguy, l'artisan du verbe*, KTO TV.

(1). Ne pas manquer de regarder aussi, sur KTO TV également, *La véritable histoire des martyres de Compiègne*, inoubliable documentaire de notre ami François Lespès, qui fait longuement intervenir Yves Bernanos.



La sublime Sandra Hüller dans *La Belle Affaire*. Le film de Natja Brunckhorst connaît un beau succès en Allemagne et en France.

Cinéma

L'Europe, presque hier

par Omar Gousmi.

Voici deux réalisations, l'une allemande, l'autre italienne, qui proposent, sur le mode comique ou dramatique, une vision fine et attentive des drames récents qu'a connus l'Europe.

Le cinéma allemand propose depuis une vingtaine d'années au moins un « film ovni » par an. On se souvient de *La Chute*, de *La Vague*, de *Goodbye Lénine* ou encore de *La Vie des autres*. Cette année, c'est *La Belle Affaire* qui remporte tous les suffrages. Cette comédie chorale se déroule dans une période chaotique, celle de l'Allemagne de l'Est à l'heure de la réunification. À partir d'une histoire vraie, le scénario propose une aventure de pieds nickelés attachants et drôles.

Dans une petite ville perdue de l'ex-RDA, une usine licencie en nombre. Les ouvriers sont au chômage mais il continue de régner ici une atmosphère heureuse de fin des années communistes. Le film balance en permanence entre deux sentiments : celui de la liberté enfin recouvrée et celui de l'angoisse des lendemains faute de perspectives économiques, rappelant, si nécessaire, que la population de l'Allemagne de l'Est ne vivait pas dans un film muet en noir et blanc des années trente. L'affaire prend un tour loufoque lorsqu'une bande

d'amis découvre la cachette du trésor de la RDA avant qu'elle ne disparaisse, et décide de mettre en pratique quelques vieux principes « communistes » – l'entraide et la solidarité – afin que tous profitent de cette manne tombée du ciel. Ils ont trois jours pour convertir le trésor en Deutsche Mark et pour monter l'escroquerie du siècle !

Cette histoire est évidemment un prétexte pour parler de la réunification, de l'héritage du communisme, mais aussi et peut être surtout des rapports à l'argent et du sens de l'amour, avec en toile de fond un triangle amoureux qui s'interroge sur son avenir. Comment vivre une union hors norme, singulière, dans un pays en pleine réorganisation, au sein d'une population traumatisée, quand on appartient à l'UE et que l'on fait désormais partie des cinq plus fortes économies du monde ?

La comédie fonctionne parfaitement, avec une mise en scène soignée et un réalisme frappant dans le choix des décors et des costumes. Les quelques longueurs qu'on pourrait reprocher au film sont vite

oubliées grâce aux scènes comiques et à une interprétation très juste, ainsi qu'à une critique pertinente du consumérisme et à une défense des valeurs collectives qui ne sombre jamais dans les caricatures communistes. Ensemble on est plus fort, et ça suffit pour que le spectateur adhère à l'histoire.

La présence de Sandra Hüller, césar de la meilleure actrice pour *Anatomie d'une chute*, a certainement permis à cette réalisation de sortir rapidement en France. On s'en félicite, même si la fin n'est pas forcément à la hauteur des promesses du film. ■

► *La Belle Affaire*, film allemand de Natja Brunckhorst, avec Sandra Hüller, Max Riemelt, Ronald Zehrfeld. Sorti en salles le 28 août 2024.

Aux hasards des discussions et des échanges, il arrive que l'on tombe sur une pépite négligée par la critique française, avec toujours cette impression dérangeante que le cinéma français serait supérieur à tous les autres, alors que l'on attend un film français d'une telle puissance et d'une telle qualité depuis des années.

Il reste encore demain de Paola Cortellesi est un phénomène en Italie, qui fait penser, mais dans un tout autre registre, au succès d'*Un p'tit truc en plus* en France. Une de ces productions pas réellement attendues, et qui fait pourtant un carton parce qu'elle porte un sujet fort, ambitieux et qu'elle sort du schéma des films « sociétaux », aux

scénarios extrêmement prévisibles, qui encombrant nos écrans.

Certes, le succès du film a également été porté par les événements qui se sont déroulés en Italie lors de sa sortie. Le meurtre de Giulia Cecchettin par son ex petit ami de 22 ans a secoué la péninsule durant l'automne 2023, et la course-poursuite engagée pour appréhender le supposé meurtrier jusqu'en Allemagne a fait la une de tous les journaux et de toutes les émissions de société. Cette tragédie particulièrement violente a mis l'éclairage sur les féminicides et le système patriarcal toujours prégnant chez nos amis transalpins.

Il reste encore demain raconte la vie de Delia, mère de famille pauvre de trois enfants, dans un quartier populaire de Rome, au printemps 1946, mariée à Ivano, un homme bourru, vulgaire et violent.

Sur fond de chamboulement politique – le référendum qui va déterminer l'avenir de l'Italie entre monarchie et république –, le combat de Delia pour se libérer de son mari et offrir à sa fille, Marcella, un avenir qu'elle n'a pas eu, illustre parfaitement le combat des femmes italiennes pour leur émancipation. Si les femmes ont le droit de participer pour la première fois à une élection nationale, leur position dans la société italienne de l'époque est choquante. Entre violences physiques et morales, rabaisssements permanents, difficultés pour travailler, inégalités salariales, politiques, sociales, leur situation est souvent tragique.

Paola Cortellesi réalise un film puissant, beau, admirablement interprété, avec de vraies idées de mise en scène, de jeu des comédiens et de prises de vues, au service d'un scénario simple mais fort et extrêmement efficace. Une réussite absolue à tous les niveaux. ■

► *Il reste encore demain*, film italien de Paola Cortellesi, avec Paola Cortellesi, Valerio Mastandrea, Romana Maggiora Vergano. Sorti en salles en France en mars 2024.

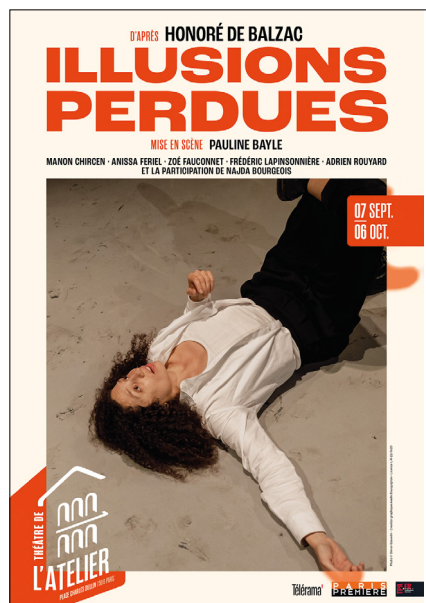
Théâtre

Illusions perdues

Pauline Bayle adapte Balzac. Sa distillation le rend intemporel, passionnant, concentré sur la comédie des hommes. Un texte à l'os, une mise en scène épurée, une distribution de talent. Un grand et beau moment de théâtre à savourer sans modération.

Le rideau est encore baissé, Anissa Ferial entre sur la scène, *J'implore de vous...*

Un soir, à Angoulême, Lucien Chardon (le nom de son père) de Rubempré (celui de sa mère) dit un de ses sonnets. C'est le début des *Illusions perdues* de Balzac, que Pauline Bayle a adapté pour la scène. Ramenant le long roman à l'os, elle se concentre sur le parcours initiatique de Lucien. Scène après scène, elle épluche sa



candeur, mine sa pureté ; il est petit à petit déchiqueté par la bonne société angoumoisine, par le grand monde parisien, le petit cénacle de la presse et des libraires. Pour accomplir son rêve, Lucien trahit, est trahi, se ruine. Quand il rencontre l'amour, c'est la mort qui conclut l'histoire. Jusqu'au rebondissement final.

Avec *Illusions perdues*, Pauline Bayle démontre son amour des grands textes autant que son talent à les élaguer, à les ramener aux lignes de force essentielles. Elle s'abstrait des descriptions de la société du milieu du dix-neuvième siècle, laisse de côté tout ce qui concerne l'imprimerie, essentielle dans la vie de Balzac. Quand Balzac documente une époque, expose une société, raconte une histoire, Pauline Bayle distille le texte, le concentre sur l'histoire. Son texte est intemporel, précis, fin ; chaque mot est nécessaire. Il trace sa voie, écartèle Lucien, raconte la comédie des hommes, la comédie humaine.

Sur scène, au milieu d'un dispositif quadrifrontal et d'une scénographie dépouillée, j'ai savouré le jeu d'Anissa Ferial qui est Lucien, entourée de Zoé Fauconnet et Manon Chirden, Frédéric Lapinsonnière et Adrien Rouyard qui alternent les rôles, changent à vue de costume et de personnage. Aucun temps mort, la mise en scène est enlevée et rythmée, portée par cette distribution de qualité qui jamais ne lâche l'attention du public.

J'ai savouré cette représentation. La description au scalpel de la façon dont un jeune homme amoureux et naïf va voir ses ambitions déchiquetées les unes après les autres, perdre toutes ses illusions. Balzac, allégé dans le bon sens du terme, devenu passionnant. Un grand bravo à Pauline Bayle et à toute sa troupe. ■

GUILLAUME D'AZÉMAR DE FABRÈGUES.

► *Illusions perdues*. Mise en scène de Pauline Bayle. Au théâtre de l'Atelier, 1, place Charles Dullin, Paris 18°. Jusqu'au 6 octobre 2024.

Art de vivre

Loquace comme une carpe... farcie

Tout le monde n'a pas la chance d'aimer la carpe farcie, par Élise Goldberg, Verdier, 2023.



Les lecteurs de Marcel Proust connaissent le potentiel d'une madeleine trempée dans une tasse de thé. Ils savent aussi qu'il suffit de retrouver une saveur de l'époque où l'on était enfant pour que, à l'âge adulte, les souvenirs les plus enfouis remontent à la surface.

Dans le premier roman d'Élise Goldberg, *Tout le monde n'a pas la chance d'aimer la carpe farcie* (Verdier, 2023), ce sont aussi les sensations liées à la nourriture qui ressuscitent un monde menacé par l'oubli : celui des *Yids* (Juifs) des *shtetls* (quartiers juifs) de Pologne venus s'installer en France à la suite des pogroms d'Europe de l'Est.

À la mort de son grand-père, sa petite-fille hérite de son frigidaire et des odeurs qui y demeurent ou manquent, en particulier celle de l'oignon, pourtant indissociable de la cuisine juive ashkénaze prisée par le vieil homme. C'est l'occasion pour elle de se souvenir des plats qu'il contenait, mais aussi des mots issus d'une langue en sursis qui servaient à les désigner : le *yiddish*. L'occasion, également, de constater que les restaurants où l'on pouvait naguère déguster une telle cuisine à Paris comme celui de Jo Goldenberg, rue des Rosiers, se font très rares de nos jours : rarissimes. Et que, bientôt, plus personne, peut-être, ne saura faire une bonne carpe farcie (*gelfilte fish*).

Ce roman aurait pu être triste. Il ne l'est pas. Les passages particulièrement drôles, tels que ceux consacrés à Mamie Goldé, la Maïté des Ashkénazes, passée experte dans l'art de foirer ses plats dans ses vidéos sur Youtube, y sont pour beaucoup. ■

A. P.





Le lieutenant-colonel Henri Morel à son bureau de l'ambassade de France en Espagne.

ficier français dans la guerre d'Espagne, l'historienne Anne-Aurore Inquimbert analyse avec minutie toutes les notes, articles, livrets qu'il a laissés. Elle montre parfaitement ce qui le rapproche des théories de Maurras et de Bainville sur la démocratie. En effet, Morel réaffirme des convictions monarchistes à la sortie de la Grande Guerre.

En 1922, à Saint-Cyr, Morel croise de Gaulle qui, pendant un an, va donner, lui aussi, des cours d'histoire. Il semble que le saint-cyrien n'ait pas beaucoup apprécié le normalien... En 1924, il rencontre Elisabeth Ducorps (1901-1978) avec laquelle il aura cinq enfants.

Poursuivant ses publications dans de nombreuses revues militaires, il rencontre une petite notoriété que remarque Bernard de Vesins, président de la Ligue d'AF. Morel donne trois articles à la toute jeune revue que viennent de créer Jacques Maritain, Henri Massis et Jacques Bainville, *La Revue universelle* (1).

Les conseils d'un royaliste. – À la sortie de son professorat (1926), il est officialisé chef du service du renseignement au deuxième bureau de l'état-major de l'armée (EMA). Il ne va pas y rester longtemps. L'année suivante, il présente le concours de l'École supérieure de guerre (ESG). Pendant les deux années de cette nouvelle scolarité, il va se lier d'amitié avec Jean de Lattre de Tassigny. À sa sortie, breveté, il retrouve les bureaux de l'EMA où il est titularisé chef du service du renseignement *Méditerranée* (Italie, Espagne, Portugal, etc.).

Jusqu'en 1935 Henri Morel va se faire remarquer par ses notes et comptes rendus atypiques. Ainsi, pour bien connaître la perfide Albion et apprendre l'anglais, il séjourne plusieurs mois dans ce pays. À l'opposé du fonctionnaire militaire, nommé chef de la section Méditerranée, il veut apprécier les pays qu'il doit analyser. Il part plusieurs mois en Espagne... puis dans l'Italie de Mussolini.

Comme plus tard avec l'Espagne franquiste, Morel autopsie l'Italie du Duce sans *a priori*. Il remarque l'absence de grands chefs militaires dans son armée, la désorganisation civile, etc. Il propose de ne pas s'allier avec ce « *guignol* » et son armée de parade. Malgré ses opinions monarchistes, il ne subit pas l'attrait de « *l'ordre pour l'ordre* » des nationalistes. Il base ses réflexions sur une connaissance approfondie, avec comme seul critère l'intérêt de la France, et non sur des fantasmes idéologiques.

À Madrid, face à Franco. – Le 27 mars 1936, le Quai d'Orsay avise l'ambassade de Madrid de la nomination du commandant Morel comme attaché militaire. Il est promu lieutenant-colonel. À propos de sa nouvelle affectation il écrit : « *En toute objectivité [...], les tendances politiques de gauche sont un antidote utile à des in-*

Des royalistes contre les nazis (67)

Le lieutenant-colonel Henri Morel Première partie : la guerre d'Espagne.

par François-Marin Fleutot.

Royaliste de conviction, mais attaché au seul intérêt national, Henri Morel conseille au gouvernement du Front populaire d'intervenir contre Franco et ses alliés italien et allemand pendant la guerre d'Espagne. En 1940, il basculera tout naturellement dans la Résistance.

Mercredi 30 juillet 1947, devant la commission parlementaire « *sur les événements survenus en France de 1933 à 1945* », l'ancien président du Conseil, Léon Blum, déclare : « *A cette même époque, j'ai convoqué à Paris l'attaché militaire de France à Madrid. Cet attaché militaire s'appelait, si j'ai bonne mémoire, le lieutenant-colonel Morel et il était, il ne s'en cachait pas, un officier d'Action française. Je l'ai reçu à Matignon, il m'a dit : "Monsieur le président du Conseil, je n'ai qu'un mot à vous dire : un roi de France ferait la guerre".* »

Henri Morel est né à Lyon le 31 juillet 1889 dans la famille de Paul et Hélène, négociants en peaux. Son père meurt en 1893. Henri est élevé par sa mère. Le jeune garçon entre à l'École Ozanam, tenue par des prêtres, puis au lycée Ampère de Lyon. C'est un potache brillant – bachelier ès lettres (latin, grec, philosophie) en 1907 – qui décide de préparer le concours d'entrée à l'École normale supérieure, qu'il réussit en 1909. En 1912, à 23 ans, c'est le tourment de sa vie : il échoue à l'agrégation de lettres.

Un normalien dans l'armée. – Depuis 1905, tous les normaliens sont astreints à deux ans de service militaire dans l'infanterie. En 1912, Henri Morel rejoint la caserne de Chambéry. La déclaration de guerre le

trouve au 22^e RI, rattaché à la II^e armée commandée par le général Édouard de Castelnau (1851-1944). Henri Morel entretient une correspondance avec le général royaliste. Le soldat participe à la bataille du Grand-Couronné (30 août 1914) puis au combat de Gerbéviller où il est blessé à la jambe. À peine guéri, il rejoint son régiment et repart au combat. Promu lieutenant de réserve, puis capitaine en 1916, à sa demande il intègre l'armée d'active. En mai 1918, dans l'Aisne, sa compagnie subit l'assaut de l'offensive Ludendorff. À Vregny – Nanteuil-la-Fosse, le capitaine refuse l'ordre de repli et défend malgré tout le village. Fait prisonnier, il part pour l'Allemagne jusqu'en janvier 1919.

Malgré ses opinions monarchistes, Henri Morel ne subit pas l'attrait de « l'ordre pour l'ordre » des nationalistes.

L'ancien élève de la rue d'Ulm fait partie des très rares normaliens militaires. Rentré en France, il pose sa candidature pour devenir professeur à Saint-Cyr. À partir du 1^{er} septembre 1919, et pendant cinq ans, il va y enseigner l'histoire. À plusieurs reprises il défend l'armée de métier qu'il oppose à l'absurde guerre de masse, guerre démocratique qui vide la nation de ses élites. Dans son remarquable livre, *Un Of-*

fluences soit italiennes, soit allemandes, considérées sous l'angle doctrinaire de l'hitlérisme et du fascisme. L'intérêt français peut donc momentanément tirer avantage de ses aversions et en tirer profit. »

C'est avec cet état d'esprit que le lieutenant-colonel Morel arrive en Espagne au début de la guerre civile, le 16 juillet 1936. Comme à son habitude, il part sur le terrain, rencontre les deux bords, vient en aide aux Français combattants. Il constate que, malgré les engagements de non-intervention (Comité de Londres, 1936), plusieurs dictatures interviennent : en faveur de Manuel Azaña et du *Frente Popular*, l'URSS ; et, en faveur des franquistes, l'Allemagne et l'Italie. Morel fait de nombreux rapports, prônant ouvertement l'engagement de la France avec le *Frente Popular*, considérant que, si Franco gagne, l'Espagne sera redevable à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste. Ce qui se réalisera lorsque Franco réclamera sa part de la découpe lors de l'armistice en juin 1940. Le refus d'Hitler est peut-être la cause de son attitude en 1940-1945. En février-mars 1939, Henri Morel rentre en France avec sa famille. ■

1) Articles d'Henri Morel dans *La Revue universelle* : « Plutarque et la tactique », 15 août 1923, « Chatterton ou le romantisme militaire », 1^{er} août 1924, « Dans l'Afrique du Nord : deux civilisations », 15 novembre 1925.

Bibliographie

► Anne-Aurore Inquimbert, *Un Officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

Brèves royales

■ 5 septembre. Londres. – Dépôt d'un projet de loi destiné à « supprimer la relation subsistant entre la pairie héréditaire et la Chambre des lords ». Les pairs héréditaires n'étaient déjà plus membres de droit de la Haute Assemblée. Depuis 1999, ils ne sont plus que 92, choisis par leurs pairs en cas de vacance. C'est ce reliquat que le cabinet travailliste a entrepris de supprimer. Il annonce parallèlement que les lords âgés de plus de

80 ans ne pourront plus siéger (environ 150 seraient concernés sur 805). Il est également question de supprimer les lords spirituels (26 évêques). À terme, le Premier ministre pense à une forme de Sénat représentant les Nations et les Régions.

La création de nouveaux pairs est dans la main des Premiers ministres : Tony Blair en a créé 374 en 10 ans, Cameron 245 en 6 ans, et depuis 2019, il y a eu 146 créations.

■ 9 septembre. Bruxelles. – Comparaison faite avec la pratique belge décrite par le quotidien *Le Soir* : « Comment devient-on noble aujourd'hui ? » Parfois décrit comme « le dernier pouvoir du roi », l'anoblissement est en effet un privilège du roi des Belges, prévu à l'article 113 de la Constitution : « Le roi a le droit de conférer des titres de noblesse sans pouvoir y attacher aucun privilège. » Le roi reçoit des propositions d'un Conseil de noblesse et d'une commission d'avis de 14 membres sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères. Il est libre de les suivre ou de ne pas les suivre et a le droit d'agir *motu proprio*. Les échanges sont couverts par une totale confidentialité.

Le roi Baudouin a anobli en moyenne huit personnes par an, Albert II plutôt seize, Philippe une douzaine. Depuis 2018, ce dernier n'a accordé que des titres personnels, non transmissibles. La noblesse belge comprendrait environ 1100 familles (25 000 personnes) dont un tiers est dite « ancienne », c'est-à-dire antérieure à 1830.

■ Madrid. – Outre le Royaume-Uni et la Belgique, seule l'Espagne accorde encore au roi le pouvoir d'anoblissement (article 62f de la Constitution de 1978). Juan Carlos a, en quarante ans, attribué cinquante-cinq titres. Felipe n'en a encore accordé aucun.

Le 21 mars dernier, pour la première fois, il a présidé l'assemblée annuelle de la Députation de la grandesse d'Espagne et des titres du royaume. Celle-ci, qui comprend seize membres, relève du ministère de la Justice, compétent pour les questions liées aux titres et à leur succession (qui doit être officiellement validée). 2 200 personnes posséderaient des titres dont 392 Grands.

Dans les deux cas, Belgique et Espagne, il n'existe aucune Chambre des pairs.

La Suède, le Danemark et les Pays-Bas ont abandonné le pouvoir d'anoblissement.

MARIE-JO YORK.

Maison de France

■ La duchesse de Montpensier fête ses 90 ans. – Le 11 août dernier, Mme la duchesse de Montpensier a réuni en Autriche l'ensemble de sa famille pour célébrer son anniversaire. La mère du comte de Paris a eu cinq enfants, elle compte treize petits enfants et est aussi arrière-grand-mère. C'est à Dürstein, dans la vallée de la Wachau, que la duchesse, dont les ancêtres ont régné sur l'Autriche, a souhaité fêter ce joyeux événement. Nous lui adressons tous nos vœux et le témoignage de notre fidélité.



© DAVID NIVIERE

Nouvelle Action royaliste

■ Investissez dans *Royaliste* ! – La nouvelle formule du journal semble séduire nos lecteurs et certains nous demandent comment nous aider à franchir de nouvelles étapes. C'est simple : en contribuant à notre souscription. Adressez un chèque à l'ordre de « NAR », en précisant « pour la souscription ». Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site <http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation> ou par virement direct sur le compte de la NAR auprès de la banque postale (IBAN : FR26 2004 1000 0100 1931 4Z02 066 / BIC : PSSTFRPPPAR), en précisant « pour la souscription ».

■ Mercredis de la NAR. – Nos lecteurs trouveront dans ce numéro un insert présentant les prochaines conférences-débats. Rejoignez les 13 000 abonnés de notre chaineur <https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

■ CN et congrès. – Le conseil national de la NAR se réunira le 19 octobre et le congrès se tiendra les 14 et 15 décembre (merci à nos adhérents de réserver ces dates). Pour adhérer à la NAR et participer à la vie du mouvement, adresser votre demande à lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €)

☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de Spfc-Acip.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédaction : Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr
ISSN 0151-5772

Publié par la NAR
Siret : 897 894 127 00017
Édité par Spfc-Acip
Siret : 418 382 149 00015
Dépôt légal à publication - CPPAP n°0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Dans la nasse

Mille fois prononcé lors de la lente formation de l'équipe ministérielle, le mot *casting* dit bien l'obsession des individualités et la réduction du gouvernement à la gouvernance. Les tractations politiques et le commentaire médiatique ont en effet porté sur une distribution de rôles, pour un spectacle dont nous connaissons les principes répliques : émoi devant le gouffre budgétaire, mâle résolution face au mur de la dette et fermes discours sur l'immigration pour que les passions protestataires ne sortent pas du cadre assigné aux polémiques sociales.

Il est donc inutile de s'attarder sur les noms, les étiquettes et les tendances qui entrent dans la composition de la fraction droite de l'oligarchie. Et nous savons d'expérience qu'une gouvernance de gauche ne serait pas plus intéressante, quant aux enjeux nationaux.

L'histoire de la classe dirigeante, depuis quarante ans, est celle de personnages qui se trouvent pris dans une nasse de plus en plus réduite et qui sauvent les apparences par la communication. Aujourd'hui, les nouveaux arrivés accablent Bruno Le Maire, qui nous aurait menés aux abysses alors qu'il avait vertueusement dénoncé François Fillon, épouvanté en 2007 de découvrir la « faillite » financière mais laissant sa propre ardoise. La scène de la douloureuse surprise prépare celle des courageuses mesures austéritaires qui échouent à l'acte final en raison du laxisme des gestionnaires du moment... Règlements de comptes et bavardages médiatiques font perdre de vue les crises majeures que nous avons subies et un effet de système qui s'est peu à peu imposé jusqu'à devenir implacable.

La forte croissance de la dette publique correspond à la crise des *subprimes* (2008) engendrée par les excès du capitalisme financier et à la crise sanitaire de 2020-2021 qui a entraîné un soutien massif aux entreprises et à leurs employés. Dans les deux cas, l'État rituellement dénoncé comme « *monstre froid* » s'est révélé salutaire dans l'immédiat, par les dépenses qu'il était seul en mesure de consentir et de répartir.

En France comme ailleurs dans l'Union européenne et aux États-Unis, les classes dirigeantes ont considéré que le sauvetage du système en 2008 autorisait son maintien en l'état. Le pari d'une survie du capitalisme financier au prix de divers aménagements paraissait plus facile à tenir que le choix concerté d'un nouveau mode de développement. Or l'édifice demeure excessivement fragile en raison de la logique spéculative et des violentes inégalités qui engendrent des mouvements de révolte.

Pour retarder l'échéance fatale, les élites occidentales s'efforcent de consolider le capitalisme financier tout en évitant l'insurrection des classes moyennes et populaires. Bien étudié aux États-Unis et dans l'Union européenne (1), ce jeu de balancier absorbe l'énergie des équipes qui se succèdent à la tête de notre pays. On favorise les rentiers par la baisse de la fiscalité sur le capital, mais on réduit ou on supprime les impôts directs sur les plus pauvres et ce double effort prive l'État de recettes considérables. Comme d'autres États membres de l'Union européenne, la France subit un régime de libre-échange assorti d'un taux de change défavorable qu'il n'est pas possible de modifier puisque l'appartenance à la zone euro interdit les dévaluations. Il en résulte une désindustrialisation et un chômage de masse que les gouvernances successives s'efforcent d'atténuer par les subventions aux entreprises et par des aides sociales que les aléas conjoncturels – l'inflation récemment – conduisent à amplifier. En versant sous diverses formes – prime d'activité, « *chèques* » – des compléments de salaires, l'État exonère les entreprises de coûts qu'elles devraient normalement supporter.

Comme l'État perd des recettes et multiplie les aides aux rentiers, aux entreprises et aux ménages, il cherche à faire des économies sur les salaires des fonctionnaires, sur les équipements publics, sur les investissements décisifs. Mais finalement, les réformes antisociales, les plans d'austérité et les aides compensatoires ne donnent jamais les résultats attendus : le déficit budgétaire se creuse, la dette publique s'accroît, le déficit commercial est colossal, la pauvreté gagne du terrain.

Lors de la discussion budgétaire, nous ne perdrons pas de vue les enjeux du moment : il est possible et souhaitable de réaménager les subventions aux entreprises, de taxer plus fortement le capital, de lutter contre l'évasion fiscale, de réduire les gaspillages. Mais le système sera de plus en plus fragile et injuste. Aux États-Unis, à Francfort, à Bruxelles, les dirigeants les plus lucides estiment qu'il faut préserver le capitalisme rentier car son effondrement serait irréversible alors qu'il sera toujours possible d'acheter le calme social par de la dépense publique, donc par de l'endettement, à condition que les taux d'intérêt restent bas. Prise dans les actions de retardement d'une crise redoutable, la nouvelle gouvernance parisienne est d'ores et déjà condamnée à l'impuissance. ■

(1) Wolfgang Streeck, *Du temps acheté, La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Folio essais, 2018.

Sommaire

- Page 2 D'en bas ou d'en haut ? Savoyard !
- Page 3 Les ressorts du vote Rassemblement national
Sur le mur de Jean Chouan.
- Page 4 La France pauvre. La politique au crible.
- Page 5 Les errements politiques de la gauche.
- Page 6 Francophonie : les Jeux sont faits. La quinzaine sociale.
- Page 7 Dix Amériques et les autres.
- Page 8 Une Belgique de droite.
- Page 9 Kamalaforia. Les Faits marquants.
- Pages 10-11-12 Notre Marine nationale.



- Page 12 Télévision : Péguy, l'artisan du verbe.
- Pages 13-14 livres : Jean-Frédéric Schaub, Nathan Devers, Pierre Darkanian.
- Page 15 Idées : Péguy, l'artisan du verbe.
- Pages 16-17 Cinéma : *La Belle Affaire* ; *Il reste encore demain*. Théâtre : *Illusions perdues*.
- Art de vivre : Élise Goldberg.
- Page 18 Résistance royaliste : le lieutenant-colonel Henri Morel.
- Page 19 Brèves royales. Maison de France. Nouvelle Action royaliste.
- Page 20 Éditorial : Dans la nasse.